

TUNISIE, EGYPTE

...

تونس



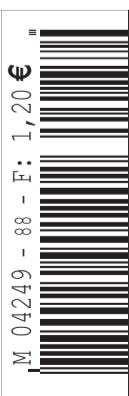
VIVE LA RÉVOLUTION!

Malgré la répression de la police et les couvre-feu, les Égyptiens poursuivent et amplifient leur mouvement de révolte pour le départ de Moubarak.

Au moment où est écrit cet article (mardi 1^{er} février), les militants rassemblés à «Midan El-Tahrir» (Place de la Liberté, qui enfin mérite son nom), au Caire, ont dépassé les 2 millions et un rassemblement comparable a lieu à Alexandrie. Dans l'ensemble du pays, plusieurs millions d'Égyptiens sont révoltés. Ils crient haut et fort leur première et principale

revendication : à bas la dictature de Moubarak ! Ils veulent en finir avec des décennies d'humiliation, de torture, de corruption, de pauvreté et d'injustice sociale. Pourtant, le régime policier de Moubarak avait tout fait pour empêcher cela : couvre-feu (systématiquement bravé par les manifestants), blocages ponctuels des lignes téléphoniques,

coupe totale de l'accès à Internet dans l'ensemble du pays (une première dans l'histoire), suspension du trafic ferroviaire et des transports publics pour limiter, sans grand succès, le déferlement des manifestants de tout le pays vers Midan El-Tahrir.



Agenda

3 février, Gaza, Alfortville.

Réunion publique « Un bateau français pour Gaza » soutenue par le comité Palestine d'Alfortville, EÉLV, Jeunesse unie, NPA, PCF, PG. RV à 19h30, école primaire Henri-Barbusse, 31, rue Vaillant-Couturier, Alfortville (M° École vétérinaire).

3 février, Tunisie, Pantin.

Réunion publique consacrée à la révolution tunisienne, organisée par le comité NPA de Pantin. RV à 19h30, salle Les Diamants, 41 rue Delizy (à côté de la Bourse du Travail), Pantin.

4 février, Louise-Michel, débat Paris.

Débat public coorganisé par la Société Louise-Michel et la Maison verte : « Individus, capitalisme, émancipation ». RV de 19 heures à 22h30 à la Maison Verte, 127-129 rue Marcadet - Paris 18° (M° Jules-Joffrin ou Lamarck).

8 février, Pinar Selek, Paris.

Rassemblement de soutien à Pinar Selek (lire page 12). RV à 17 heures, près de l'ambassade de Turquie, place de la Colombie, à Paris. Pétition à signer : www.ps-signup.

9 février, Tunisie-Égypte, Fontenay-sous-Bois.

Réunion-débat sur la Tunisie et l'Égypte, avec Luiza Toscane, militante pour les droits de l'homme en Tunisie. RV à 20 heures, Foyer Matteraz, 15, rue Jean-Pierre-Timbaud, Fontenay-sous-Bois (94).

9 février, Tunisie-Égypte, Mantes-la-Ville.

Réunion publique de soutien aux révolutions tunisienne et égyptienne. RV à 20h30, salle Jacques-Brel, Mantes-la-Ville.

10 février, médecine du travail, Paris.

Meeting unitaire pour sauver la médecine du travail forte et indépendante, avec des représentants PS, PCF, Verts, PG (Martine Billard), NPA (Sandra Demarcq), LO (Nathalie Arthaud), FASE, GU, CGT IEG, Solidaires (Eric Beynel), FSU, Ufal, SNPTS, SSMT, Attac Copernic (Willy Pelletier, Gérard Filoche). RV partir de 19 heures, Salle Hénaff, Bourse du travail, coin de la rue Charlot, Paris.

18 février, Die Linke, Creil

Rencontre-débat organisée par le NPA Oise, avec Andrej Hunko, du groupe parlementaire Die Linke. RV à 19 heures, au Centre des cadres sportifs de Creil, 1 rue du Général-Leclerc, Creil.

25 février, réunion publique, Paris.

Le comité Paris 19° Pantin-Jaurès vous invite à une réunion publique « Travailler moins pour travailler tous et gagner plus ? », avec Alain Krivine. RV à 19h30 à La Poule au pot (salle à l'étage), 174, avenue Jean-Jaurès, Paris (M° Ourcq ou Porte de Pantin). Entrée gratuite.



Égypte : vive la révolution !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

Aujourd'hui, les revendications sociales et politiques convergent dans une contestation totale du pouvoir en place. Si la révolution tunisienne a clairement joué le rôle de catalyseur, l'étincelle vient d'un appel lancé par des groupes divers, notamment de jeunes internautes, pour une manifestation le mardi 25 janvier, jour de « la fête de la police » ! La répression féroce des manifestations par le régime a provoqué une mobilisation énormément plus large le vendredi 28 janvier, journée qui restera dans les annales de l'Histoire. À l'issue de confrontations sanglantes avec les forces de répression, des villes entières, dont Alexandrie et Suez, ont été libérées ; elles sont désormais hors contrôle de la police. Effrayé, Moubarak a chargé l'armée de prêter assistance aux forces de police et décrété un couvre-feu nocturne qui a été étendu dans la soirée à toutes les villes du pays. Depuis, des millions d'Égyptiens ont bravé ce couvre-feu, en fraternisant avec les soldats de l'armée. L'ampleur de la mobilisation populaire à l'issue de son quatrième jour avait presque contraint Moubarak à fuir le pays à l'instar de Ben Ali.

La télévision égyptienne a annoncé vendredi soir que le chef du Parlement allait faire une annonce d'une grande importance. Tout le monde s'attendait à ce qu'il annonce la démission du dictateur. Or, c'est Moubarak qui a pris l'antenne. Ayant vraisemblablement obtenu le feu vert d'Obama, il fit un discours hallucinant dans lequel il « promettait » de poursuivre sa politique de longue date de « réformes ». La censure sans précédent qui coupe désormais l'Égypte du monde, la répression féroce des derniers jours faisant près de 500 morts et des milliers de blessés et d'arrestations, donnent une idée de la nature des « réformes » en question. L'intention du dictateur est claire : écraser la révolution dans un bain de sang. Mais tout cela n'a provoqué que davantage de colère et de détermination. Des comités de résistance populaires se sont constitués partout pour faire face aux milices du régime et organiser l'approvisionnement de la population. Alors que le syndicat officiel lié au pouvoir soutient Moubarak, les syndicats indépendants issus de luttes passées se sont rassemblés dans

un comité qui a appelé à la grève le 1^{er} février. L'annonce, faite la veille, de la formation d'un nouveau gouvernement n'y a rien changé. Moubarak est un allié de taille de l'impérialisme américain. Lundi, le gouvernement israélien a lancé un appel aux gouvernements du monde pour préserver la stabilité du dictateur égyptien, complice de l'État sioniste dans le blocus de Gaza. Sans pression inverse de notre part, l'État français poursuivra sa politique : fourniture d'équipements aux forces armées égyptiennes et formation de ces dernières « à l'organisation de l'ordre et au rétablissement de l'ordre ». La chute de la tyrannie en Égypte constituerait une défaite fracassante de l'impérialisme. Elle ouvrirait la voie à un raz-de-marée émancipateur dans tout le monde arabe, comme en Jordanie, où le roi Abdallah a dû lui aussi limoger son gouvernement. Faisons de samedi 5 février une immense journée de solidarité avec la révolution égyptienne. **Vanina Giudicelli, Omar El Shafei**

regards

Propos recueillis par Myriam Martin et Coralie Wawrzyniak



Hamma Hammami (WASSIM)

TUNISIE Une démocratie en construction

Créé en 1986, le Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT) était interdit en Tunisie jusqu'à ce qu'éclate le mouvement révolutionnaire, dont il est l'un des acteurs. Hamma Hammami, secrétaire général et porte-parole du parti, donne le 1^{er} février son analyse de la révolution.

Comment expliquer le déclenchement de cette révolution ? Quel rôle y joue le PCOT ?

Nous avons d'abord joué un rôle dans la préparation. Même dans les moments les plus difficiles sous la dictature de Ben Ali, le PCOT a milité pour les travailleurs, les chômeurs, les femmes. Il était toujours là pour résister et défendre les intérêts des travailleurs et des masses populaires, notamment sur le front syndical. Depuis 2005, il a joué un rôle important au sein du Collectif du 18 Octobre, visant surtout à éviter des dissensions idéologiques. Surtout avec les islamistes et leur caractère sectaire qui nuisent à la construction du mouvement politique et social contre la dictature. Le travail en commun portait sur les questions se rapportant aux libertés démocratiques avec les islamistes, comme par exemple les droits des femmes, la liberté de conscience, la nature de l'État démocratique. Tout ce travail en commun a joué un rôle très positif au sein de la société tunisienne : ce ne sont pas les divergences idéologiques qui ont émergé dans la révolte. Elles ont laissé la place aux questions politiques, économiques et sociales. Ce travail a participé à l'émergence d'un climat général favorable à l'unité du peuple tunisien. D'ailleurs, on n'a jamais entendu de mots d'ordre religieux dans cette révolution, mais des mots d'ordre politiques, économiques et sociaux. L'été dernier, nous avons tenu deux grandes réunions pour discuter de l'éventualité d'une explosion sociale. Nous ne savions pas où ni comment cette révolution allait éclater, mais nous y étions préparés. Quand la révolte a éclaté à Sidi Bouzid, nous avons suivi le mouvement et cela nous a valu des arrestations de plusieurs militants dont certains dirigeants du parti. Et partout nous avons participé au mouvement et avec d'autres forces démocratiques et progressistes, nous avons essayé de l'encadrer au maximum.

Dans les villes on parle de comités, d'appels locaux. Comment s'organise le mouvement ?

Je pense que dans cette révolution, il y a deux points forts : d'abord, le peuple tunisien a fait sa révolution avec ses propres forces ; ensuite, on a unifié le peuple autour de mots d'ordres politiques et sociaux. Ce mouvement n'est pas vraiment spontané dans le sens « absence de toute organisation et de toute conscience ». Non, il y a une conscience politique née d'une accumulation de luttes au cours de ces vingt dernières années. D'autre part, il y a une certaine organisation au niveau régional et local, parfois autour de syndicalistes, de militants pour les droits humains, tous ensemble. Dans certaines localités, le syndicat des avocats a pris l'initiative de manifestations et a dirigé le mouvement. Ce qui a manqué, c'est un programme et une organisation centraux, que ce soit un parti ou un front qui dirige le mouvement autour d'un programme concret. Sur cette base, nous avons très vite appelé à l'organisation de la révolution au niveau régional, local, parfois à l'initiative de militants, parfois de manière un peu plus spontanée. De tout cela est né ce que l'on appelle tour à tour des assemblées, des conseils ou des comités populaires.

La première tâche consistait à protéger les masses des bandes organisées et de la police. Mais petit à petit, ces organisations ont commencé à avoir un titre au niveau régional ou local. Dans certaines régions, c'étaient pratiquement elles qui dirigeaient leurs villes ou leurs localités. Le Front du 14 Janvier des forces de gauche est conscient de cette situation et appellera très prochainement à la tenue d'un congrès national pour la protection de la révolution, où il convoquera les partis, organisations et associations défendant la révolution. Il va aussi appeler les dirigeants qui ont organisé localement la révolution à participer au congrès avec, bien sûr, les associations et organisations qui nous soutiennent à l'étranger. On s'achemine maintenant à l'échelle nationale vers l'organisation des forces de la révolution, pour arriver à une nouvelle étape pour mettre fin à la dictature.

Que pensez-vous de la propagation des révoltes dans le Maghreb ? Êtes-vous en lien avec des organisations égyptiennes, algériennes ou marocaines ?

On a des liens mais ils ne sont pas très solides. En Égypte, nous avons des contacts avec des anciens du Parti communiste égyptien qui ont défendu une ligne progressiste, anti-impérialiste. Nous avons aussi des liens avec des associations ou des membres progressistes. Nous sommes en contact avec eux quotidiennement. Ils nous demandent comment faire et quels conseils nous pouvons leur donner. Ici, en Tunisie, notre mouvement était plus organisé qu'en Égypte. À mon avis, en Égypte cela reste un peu flou, surtout dans la direction de la construction du mouvement et au niveau de la mobilisation.



INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR www.npa2009.org

(PHOTO THÉQUE ROUGE/AKREMI MESBAH)

Davos : élites en petite forme

Le Forum économique mondial de Davos qui vient de s'achever n'aura pas connu le même retentissement médiatique que les autres années : il s'est fait voler la vedette par les révolutions tunisienne et égyptienne...

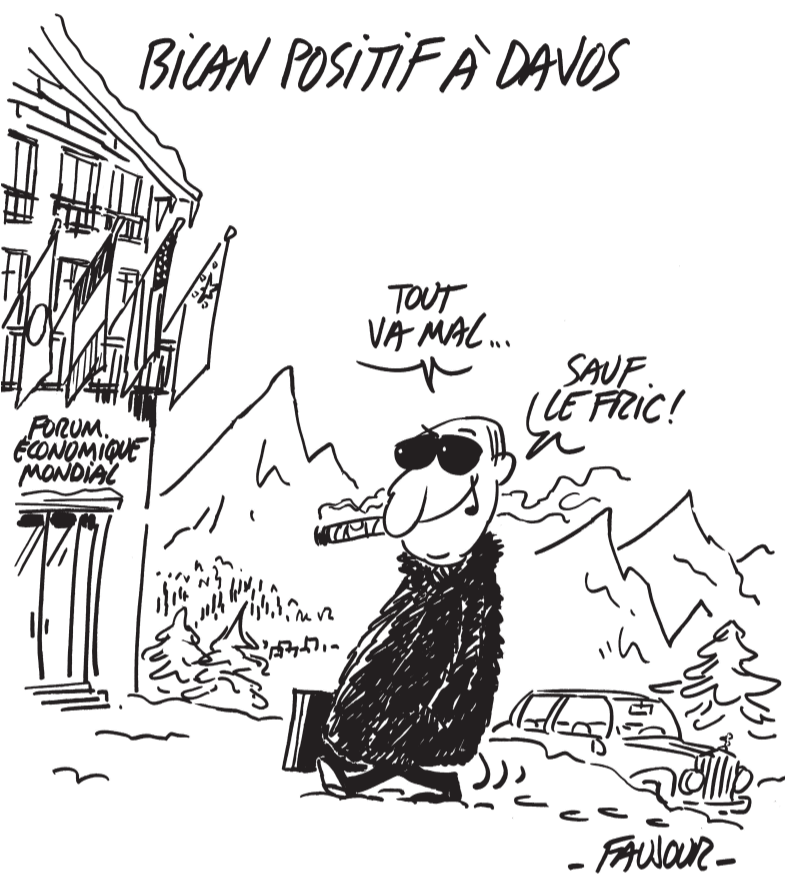
Chaque année, depuis 1971, la station suisse ultrachic accueille les 2500 personnalités planétaires « qui comptent » : chefs d'entreprise, responsables gouvernementaux. À la différence d'autres sommets – G8, G20 – ce n'est pas un lieu de décision. Les maîtres de la planète discutent, échantent... et refont leur monde. L'organisation du Forum est financée par les subventions des 1000 plus grandes entreprises mondiales. Le Forum est d'ailleurs lui-même une grande entreprise au chiffre d'affaires annuel de... 135 millions d'euros. Participer à cet exercice de prestige n'est pas franchement gratuit. Pour assister au Forum, il faut être adhérent (38000 euros) et payer le billet d'entrée (14000 euros). Encore cette somme déjà coquette ne donne-t-elle droit qu'aux séances ordinaires ! Car il existe aussi des réunions plus « selectes » qui, elles, requièrent une adhésion... à 200000 euros ! À ce tarif, les riches et les puissants ne risquent pas d'être importunés par les gens ordinaires...

Traditionnellement, Davos est l'occasion de professions de foi enflammées en faveur du marché, du capitalisme et du libéralisme le plus débridé, ainsi que de pronostics sur l'avenir du monde. Pronostics régulièrement démentis par la réalité. L'édition 2008 n'avait d'ailleurs pas dérogé à la règle : l'une des stars de l'événement, symbole d'une réussite éclatante, n'était autre que Dick Fuld, dirigeant de Lehman Brothers. Huit mois plus

tard, cette banque faisait faillite, ce qui donna le coup d'envoi à la crise financière « systémique » dont les conséquences se font encore sentir. Du coup, en 2009 et 2010, les banquiers ont été un peu plus discrets à Davos. Mais, justement, 2011 marque leur grand retour. Après avoir, avec la complicité des gouvernements, racketté les finances publiques pour garantir leurs invraisemblables profits, ils se croient à nouveau autorisés à faire la leçon aux États et à s'inquiéter... des abus de la régulation.

LE BAL DES HYPOCRITES

Une posture aussi outrancière permet évidemment à Nicolas Sarkozy et à Christine Lagarde de s'en démarquer, voire d'apparaître à peu de frais comme des pourfendeurs des dérives du système. Au grand bal des hypocrites, ils ne sautent jamais leur tour ! Ainsi, Sarkozy peut se permettre d'incriminer les politiques bancaires – des « défis au bon sens » – dans le déclenchement de crises qui « ont mis au chômage des centaines de milliers, voire des millions de personnes ». Ainsi, Lagarde peut plaider sans vergogne pour une « taxation des transactions de change ». En fait, comme ils subordonnent, tant la régulation du système bancaire mondiale que la taxation des transactions, à un consensus des principales puissances – dont les États-Unis qui y sont violemment hostiles – il s'agit là de discours aussi vertueux que creux. Mais à Davos, entre gens sérieux, on s'occupe aussi des choses



sérieuses : les difficultés de l'euro, le déficit américain, la croissance non maîtrisée des pays émergents, la flambée des prix alimentaires. Ainsi, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), a tenté de convaincre qu'il n'y a pas de « crise de l'euro » et que les choses sont sous contrôle. Il en a profité pour justifier la « mission sacrée » de la BCE en matière de lutte contre l'inflation, une politique d'austérité responsable de centaines de milliers de chômeurs. Et, naturellement, il a appelé les

États à la rigueur budgétaire. Ce discours a été repris avec encore plus d'arrogance par David Cameron, le Premier ministre britannique, pour qui l'issue aux difficultés passe par d'énormes coupes budgétaires, une nouvelle vague de privatisations et l'accélération de la dérégulation. Alors Sarkozy peut toujours s'agiter et discourir, le vrai « programme de Davos », c'est austérité, privatisation, dérégulation !

François Coustal



Par Yvan Lemaitre

RAISON D'ÉTAT

« / I faut que Moubarak parte » avait déclaré à France Info Jeannette Bougrab, secrétaire d'État à la jeunesse et à la vie associative. Cette prise de position frappée du bon sens devant le soulèvement du peuple égyptien contre le dictateur honni lui a valu les remontrances du Premier ministre. Convoquée à Matignon, elle a été contrainte de revenir sur sa déclaration pour s'aligner sur les déclarations officielles de Sarkozy en faveur d'un « changement pacifique », phrase hypocrite qui condamne la révolte populaire. Quand Alliot-Marie avait proposé à Ben Ali l'aide et les conseils de la France en matière de répression, elle n'avait pas été convoquée par Fillon ni contrainte de retirer ses propos scandaleux. La raison d'État ne peut tolérer une prise de position qui, même bien timidement, donne raison aux peuples, à leur révolte, à leurs luttes, à leurs aspirations à intervenir directement sur le terrain où se décident leur propre sort.

Le plus étonnant dans cette affaire est le soutien que Jean-Luc Mélenchon a cru bon d'apporter au pouvoir. Interrogé sur Europe 1 dans le cadre de l'émission « Grand Rendez-vous », il a déclaré que s'il « était président il se garderait de dire s'il (Moubarak) devait rester ou partir, ce serait de l'ingérence ! ». Et d'ajouter que si un de ses ministres s'était permis de le faire, « alors il prendrait la porte deux secondes après ». Certes, en tant que militant, il souhaitait que Moubarak s'en aille, se réjouissait que la révolution soit de retour... mais, si demain il était au pouvoir, ses convictions militantes passeraient après la raison d'État. Raisonnablement choquant mais qui a le mérite de la franchise de la part de celui qui fut ministre dans le gouvernement de Lionel Jospin et qui vient justifier les reniements passés et à venir d'une gauche qui affiche quelques convictions dans l'opposition mais qui, une fois au pouvoir, s'incline devant la raison d'État, le service des classes dominantes. Terrible aveu qui vient souligner que la solidarité des travailleurs et de la jeunesse avec la révolution en marche en Tunisie comme en Égypte, est bien d'abord et avant tout la lutte contre notre propre impérialisme et son État.

Arrêtés... pour avoir voulu manifester

Mercredi 26 janvier, vers 19h15. Nous nous rendons entre amiEs place de la Concorde, où nous devons rejoindre des manifestantEs pour un pique-nique devant le très chic hôtel Crillon. L'objet du scandale ? Le Siècle, un cercle mondain où se côtoient des personnalités influentes des sphères économiques, politiques et médiatiques, tient son dîner mensuel à 20 heures, comme tous les derniers mercredis du mois. Les quelque dizaines de personnes que nous rejoignons sur le parvis de l'hôtel et nous-mêmes pensons que les intérêts de ce club divergent quelque peu de ses attributions originelles : « créer un pont entre des mondes qui s'ignorent trop en France ». Nous tenons à rappeler à ces honorables gens que des citoyens se préoccupent toujours de la séparation des pouvoirs politique, économique et médiatique, et que pour eux les termes « indépendance des médias » et « liberté d'expression et d'opinion » sont lourds de sens.

Les policiers quadrillent la place de la Concorde, ils sont très nombreux devant l'hôtel Crillon : voitures de police, « paniers à salade », policiers en civils. Nous rejoignons les personnes regroupées en face de l'hôtel. Personne n'a encore commencé à manifester, pas de slogans, tout juste deux pancartes s'agitent en l'air. Mais vers 19h30, surprise ! En quelques minutes, sans nous avoir préalablement prévenuEs, les policiers « en tenue » (gilet pare-balles, protections en tous genres, matraques) nous encerclent et nous arrêtent ! Tout est très rapide : chaque manifestantE est prisE par deux policiers, qui le/la fouillent et l'emmènent de manière peu courtoise dans le camion blindé. L'une d'entre nous proteste, mais on lui fait clairement comprendre que le droit ne s'applique pas ici. Les policiers embarquent en tout 70 manifestantEs dans deux camions blindés, direction commissariat du 11^e arrondissement. Une fois arrivés, les policiers nous font attendre

un moment dans les camions avant de nous débarquer. Fouille, prise des effets personnels, puis les manifestantEs sont parquéEs dans un « enclos » formé de barrières, dans le parking du commissariat. Tout est très méticuleusement préparé ; on ne plaisante pas avec le dîner du Siècle. Dix minutes plus tard, les policiers et policières nous rendent nos effets personnels et nous reconduisent à la sortie. Seul but de l'opération : nous déporter de 5 km afin de ne pas déranger ces messieurs-dames les oligarques pour leur apéritif. La liberté d'opinion, d'accord, à condition de ne pas faire trop de bruit... Presque aucun journaliste n'était présent sur place alors que ces dîners contestataires ont lieu depuis septembre 2010, et quasi-silence sur l'affaire dans les médias. Pas très étonnant : Arlette Chabot, Jean-Marie Colombani, Olivier Duhamel, Laurent Joffrin, Patrick Poivre d'Arvor, David Pujadas et bien d'autres ont le privilège

d'être invitéEs au dîner du Siècle. Une seule certitude : en répondant par le mépris et la force aux citoyenNEs soucieux/euses des agissements des responsables politiques, économiques et médiatiques du pays, les membres du Siècle n'ont fait que confirmer que ce sont eux qui détiennent le pouvoir réel, loin d'une idylle « démocratie ». Prochain pique-nique : mercredi 23 février 2011, et que cette fois ils nous entendent !

Elsa et Sylvain

Envoyez vos témoignages, analyses et indignations à :
redaction@npa2009.org

ou Rédaction *Tout est à nous !*
2, rue Richard-Lenoir
93108 Montreuil Cedex

SANTÉ Rationner l'hôpital pour enrichir les cliniques privées

Vous êtes adressé à l'hôpital par votre médecin traitant pour des soins indispensables. Après vous avoir examiné, le praticien hospitalier vous dit, à voix basse, gêné: «Désolé, nous ne pouvons vous soigner, nous avons épuisé notre "volume de soins autorisés": trouvez un autre établissement ou revenez l'année prochaine».

Mauvais scénario de science-fiction? Malheureusement non! C'est ce que prévoient les projets en préparation au ministère de la Santé, révélés par le Figaro qui en situe clairement l'enjeu: «Les hôpitaux dépensent trop? Il suffit de leur fixer un quota d'activité et de les sanctionner en cas de dépassement.» En clair, cela s'appelle rationnement donc refus des soins.

Il s'agit non pas de «réduire les dépenses de santé», mais de limiter au minimum la place de l'hôpital public et de la Sécurité sociale, pour ouvrir le marché aux cliniques et aux assurances privées. L'un des outils de cette privatisation est la mise en concurrence

des cliniques privées et des hôpitaux grâce à un nouveau système de financement: la Tarification à l'activité (dite T2A)...

L'hôpital est forcément perdant puisqu'il ne soigne ni les mêmes malades ni les mêmes pathologies, et que les cliniques ne comptabilisent pas les actes de leurs professionnels libéraux! Le secteur privé commercial sélectionne les pathologies «rentables»... et renvoie les cas lourds vers l'hôpital. Il s'organise aussi pour renvoyer vers le secteur public les malades nécessitant plus de soins (âge, problèmes sociaux, pathologies multiples...).

L'hôpital se voit ainsi progressivement cantonné aux actes et aux patients «non rentables». Il doit de plus s'acquitter, avec des financements dérisoires, de ses missions de service public. Mais pour le Medef et ses exécutants gouvernementaux, cela ne suffit pas. Les mesures annoncées par le Figaro veulent accroître son handicap et fausser encore plus la «concurrence»: l'hôpital se verra imposer, sous peine de sanction, une limitation de ses

activités les plus «rentables»... qui pourraient gêner le développement du privé.

La liste annoncée des actes concernés par cette limitation vient confirmer cette hypothèse, puisqu'il s'agit d'actes très lucratifs qui devront donc se faire essentiellement dans le privé: «C'est comme si on nous demandait d'appuyer à la fois sur l'accélérateur et le frein», remarque un représentant des directeurs d'hôpitaux, puisque l'hôpital est désormais rémunéré en fonction du nombre d'actes qu'il produit... et qu'on lui impose en même temps de limiter son activité.

À la restriction des soins par l'argent, par la fermeture de services hospitaliers, vient donc s'ajouter le rationnement direct et sans fard. Une raison supplémentaire à l'urgence d'une mobilisation unitaire pour la défense de l'hôpital public et de la Sécurité sociale, du droit de tous aux soins.

Jean-Claude Laumonier

La médecine du travail au service du patronat

En toute discrétion, le Sénat vient de voter une proposition de loi visant à liquider purement et simplement la médecine du travail.

A lors que les accidents du travail sont toujours aussi nombreux mais toujours aussi peu déclarés, que les maladies professionnelles et les suicides au travail augmentent, et que le stress et la souffrance au travail sont en fort développement, le Sénat a adopté le 27 janvier dans la soirée une proposition de loi centriste réformant la médecine du travail. Cette proposition de loi reprend l'essentiel des dispositions que le gouvernement avait incluses dans le projet de loi sur les retraites mais qui avaient été retoquées par le Conseil constitutionnel.

Ce texte répond point par point aux desideratas du patronat qui n'a jamais accepté de payer pour la santé des salariés et qui, depuis plus de vingt ans, s'attèle à vider la médecine du travail de sa mission de départ: une médecine préventive au service des salariés. Sous prétexte, une nouvelle fois, de sauver un acquis social, ce projet de loi réduira drastiquement les missions des professionnels de la santé au travail et au final la détruira. En effet, avec cette proposition de loi, les professionnels de la santé au travail ne seront plus au service des travailleurs mais au service des entreprises et du patronat, avec un contrat d'objectifs. Face à la pénurie des médecins du travail, on nous propose de les remplacer par des infirmiers qui ne pourront se substituer aux médecins et qui n'auront pas de statut de salarié protégé. L'aptitude et l'inaptitude des salariés seraient définies du point de vue patronal. Actuellement, le médecin du travail les apprécie au cas par cas selon les risques pour la santé liés au poste de travail. Désormais, cela dépendra exclusivement de la capacité des salariés à effectuer la totalité des tâches et cela revient donc à supprimer toute notion d'aménagement de poste et d'adaptation des tâches. Pire, un salarié déclaré inapte pourra être licencié sous 21 jours et les voies de recours possible ne sont pas précisées.

Ainsi, ce texte, adopté en catimini ou presque par le Sénat, ne vise qu'à détruire la médecine du travail. À l'inverse de tout cela, une véritable médecine du travail est une urgence à l'heure où tous les secteurs d'activité sont aujourd'hui «à risques». Face à la détérioration constante et accrue des conditions de travail, du développement du mal-être au travail, il faudrait un véritable service public de la médecine du travail, indépendant au service des salariés.

Face à cette nouvelle attaque, la mobilisation unitaire se met en place, regroupant le même arc de forces que lors de la campagne contre la taxation des indemnités des accidentés du travail, il y a un an et demi (de LO au PS, ainsi que des associations de professionnels de la médecine du travail). Un meeting unitaire est organisé à Paris le 10 février prochain (voir agenda page 2).

Sandra Demarcq

L'ARITHMÉTIQUE POUR LES NULS



ÉDUCATION

Massacre à la tronçonneuse!

Le gouvernement poursuit sa casse de l'Éducation nationale: suppressions de postes, remise en cause des statuts, baisse des budgets, etc. La riposte se doit d'être à la hauteur.

Le gouvernement prétend que «l'Éducation nationale est une priorité», le budget 2011 augmentant de 1,6%. Ce discours sert à habiller une politique systématique de casse du système éducatif. En réalité, hors pensions, le budget de l'enseignement scolaire est encore en baisse en euros constants et l'effort global ne cesse de diminuer depuis vingt ans, la part de la dépense intérieure d'éducation dans le PIB passant de 7,6% en 1997 à 6,6% en 2008. Personne n'est dupe des effets des suppressions de postes. Comment croire à une amélioration de la situation quand le gouvernement supprime 16000 postes supplémentaires alors que le nombre d'élève augmente de 62000! C'est Luc Chatel qui devrait retourner faire des maths à l'école... Les conséquences inévitables seront des classes fermées à la rentrée 2011, moins de remplacements, plus de précaires... La situation va s'aggraver nettement car à la rentrée 2010 le gouvernement avait «bénéficié», avec la masterisation, de l'arrivée

de deux types d'enseignants (les reçus aux concours 2009 qui ont fait une année de formation rémunérée et les reçus 2010 qui ont directement été envoyés devant les élèves à temps complet, sans formation). Le gouvernement est bien conscient puisque sa seule réponse est de «cacher les suppressions de postes, qui ne seront annoncées officiellement dans le primaire que le lendemain du second tour des élections cantonales... (on connaît déjà les répartitions départementales qui sont catastrophiques).

Pour le gouvernement cela n'est pas encore assez. Cette politique de réduction du nombre de personnels s'accompagne d'une casse systématique des statuts. Des députés UMP ont déposé le 13 janvier une proposition de loi visant à «rationaliser les dépenses de l'État», en réservant le statut de fonctionnaire aux agents assurant une fonction régaliennne de l'État. Les autres, soit 80% des fonctionnaires dont toute l'Éducation nationale, relèveraient du code du travail, c'est-à-dire

seraient versés dans le secteur privé. Après la provocation de Christian Jacob proposant de supprimer «l'emploi à vie» des fonctionnaires, remplacé par des CDD de cinq ou dix ans, la surenchère anti-fonctionnaire n'est pas prête de cesser... Face à ces attaques, la réponse des directions syndicales est pour l'instant faible. Chère que s'est même permis un «soutien» aux provocations gouvernementales: «Le débat doit aussi porter sur la nature de ces services: il y a des fonctions régaliennes à maintenir sous l'autorité directe de l'État (parmi elles, le triptyque police - armée - justice) qui doivent être assurées par des fonctionnaires... Pour l'ensemble des autres missions, qu'elles soient conduites par le public ou par des opérateurs privés, l'État doit assurer contrôle, évaluation et pré-régulation afin de garantir la cohésion, la solidarité et l'objectif de réduire les déséquilibres territoriaux et sociaux. Une mission de service public ne se résume pas à la forme juridique de l'entreprise ou au statut du personnel.» On

croirait du DSK! Cela revient à capituler devant la droite la plus libérale qui veut aller vers une privatisation de l'école. On remarque au passage que le gouvernement, après avoir supprimé 1600 postes dans le privé sous contrat, en a rétabli 250 en prélevant 4 millions d'euros au public, sous la pression du lobby catholique de la FNOGEC.

La manifestation du 22 janvier contre les suppressions de postes a été peu préparée par les syndicats enseignants. Il est pourtant urgent d'organiser une riposte à la hauteur des attaques. La grève du 10 février doit être une échéance importante pour mobiliser les collègues contre cette politique de destruction. Elle doit permettre d'aller vers une mobilisation unitaire, large, rassemblant les lycéens (qui subiront la poursuite de la réforme du lycée avec des baisses d'heures en première), les parents d'élèves et tous les personnels, enseignants et non enseignants. Il y a urgence à arrêter ce massacre.

Antoine Boulangé



Lisbonne, juin 2010. Affiche du Bloc de gauche. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TORRES)

Une défaite pour toute la gauche

PORTUGAL. Les élections présidentielles ont reconduit la droite pour un nouveau mandat de privatisations et de conservatisme. La gauche a subi une large défaite.

Les élections présidentielles portugaises du 23 janvier dernier ont représenté une défaite pour toute la gauche, avec la réélection de Cavaco Silva, le dirigeant historique de la droite (Premier ministre de 1985 à 1995 et président de la République depuis 2006). Cavaco a obtenu presque 53% des votes exprimés, malgré un taux d'abstention record (53,3%). S'il est vrai que jusqu'à maintenant tous les présidents sortants ont été réélus, ces résultats indiquent néanmoins que Cavaco n'a pas gagné d'appuis significatifs pendant son premier mandat, et son image a subi une érosion visible pendant la campagne électorale, due aux liens personnels de Cavaco avec le scandale bancaire de la banque BPN qui était dirigée par ses anciens ministres.

Le principal candidat de l'opposition, Manuel Alegre, soutenu par le Bloc de gauche, n'a obtenu que 20% des voix. Alegre est un dirigeant historique du PS qui depuis quelques années a pris des positions contraires à celles de son parti, que celui-ci soit au gouvernement ou au Parlement. Entre 2005 et 2009, Alegre a voté, en tant que député, contre les lois sur le travail proposées par le PS (et soutenues par la droite), ou contre des projets qui visaient à détruire ou à attaquer féroquement le service national de santé ou l'école publique.

C'est précisément à cause de ces divergences qu'il a refusé d'être candidat aux législatives de 2009 sur les listes du PS.

À la présidentielle de 2006, il s'était présenté non seulement comme candidat indépendant mais aussi contre le candidat officiel du PS, Mário Soares.

Par la suite, Manuel Alegre a lancé des initiatives publiques de débat entre son secteur du PS, le Bloc de gauche, et d'autres activistes de gauche: deux forums publics ont eu lieu sur le thème de la défense des services publics contre les mesures libérales. Il s'agit d'initiatives inédites où différentes composantes de la gauche se sont rencontrées pour chercher des convergences concrètes dans la lutte sociale.

À la suite de cela, Alegre a présenté en 2010 sa candidature à la présidentielle. La campagne s'est déroulée autour de deux axes fondamentaux: le refus du FMI et du chantage des marchés financiers, et la défense des services publics contre la privatisation et la libéralisation.

Cette candidature a donné lieu à un grand nombre de votes parmi les oppositions, mais n'a cependant pas réussi à imposer un second tour. L'analyse des voix montre que parmi les électeurs du PS, davantage ont voté pour Cavaco que pour Alegre.

Le PS ayant porté son soutien à Alegre (à contre-cœur pour les principaux dirigeants, à défaut d'autres alternatives), le discours de celui-ci pendant la campagne contrastait avec la pratique gouvernementale du PS qu'il a d'ailleurs critiquée à plusieurs reprises.

Le PC avait quant à lui présenté Fran-

cisco Lopes, le dirigeant qui succéderait vraisemblablement à Jerónimo de Sousa. Bien que le scénario électoral lui soit favorable, il a perdu environ un tiers des voix obtenues par De Sousa en 2006.

Le lendemain même des élections, le gouvernement a repris ses projets de privatisation des entreprises publiques et de changement des règles des licenciements, de manière à favoriser la libéralisation du marché de travail.

Le Bloc de gauche a tout de suite répondu en appelant à de nouvelles journées nationales de luttes des syndicats et a annoncé l'initiative d'une journée de lutte contre le FMI et les mesures gouvernementales.

Aujourd'hui même, le Bloc a présenté des propositions visant à réduire l'impôt sur les fameux «reçus verts».¹

Les mois à venir seront certainement très riches du point de vue des luttes sociales, et aussi des combats politiques. Il faudra une gauche plus forte et plus nombreuse pour faire face au «coup d'État dans les relations sociales», que Francisco Louçã, porte-parole du Bloc de gauche, accuse le gouvernement du PS de vouloir faire.

Alda Sousa

1. Il s'agit de travailleurs avec un emploi permanent, un patron, un horaire et qui sont payés comme des travailleurs indépendants. On estime à environ 1 million les travailleurs dans cette situation.

Les étudiants se rebiffent

GRANDE-BRETAGNE. Les étudiants poursuivent leur lutte contre l'augmentation des frais d'inscription. Leur mobilisation auto-organisée secoue l'apathie des directions syndicales.

Samedi 29 janvier, des milliers d'étudiants et d'enseignants, rejoints par d'autres syndicats, ont manifesté à Manchester et Londres contre les réductions budgétaires dans l'Éducation, les suppressions de postes et l'inacceptable augmentation des frais d'inscription qui doivent monter à 9000 livres par an (10500 euros). Ces manifestations étaient appelées par le Réseau militant de l'Éducation, la Campagne nationale contre l'augmentation des frais de scolarité, les syndicats UCU (enseignement supérieur) et PCS (fonctionnaires).

Le mois dernier à Londres, des manifestations massives ont ébranlé le gouvernement libéral-conservateur. Celui-ci a cependant réussi à forcer un vote au Parlement sur l'augmentation des frais d'études mais au prix de quelques concessions. Ce mouvement a montré que le gouvernement était vulnérable. Les libéraux-démocrates, qui siègent au gouvernement alors qu'ils ont été élus sur la base d'une opposition à l'augmentation des frais de scolarité, voient leur cote de popularité dans les sondages tomber à 7%, alors que le Parti travailliste dépasse maintenant les conservateurs.

Les détails des restrictions dans l'Éducation et les conseils municipaux ainsi que ceux sur la privatisation du Service national de santé (NHS) sont divulgués au moment où le scandale des bonus des banquiers fait de nouveau la une des médias. Un projet de loi présenté au Parlement prévoit la privatisation de pratiquement tout le NHS dont un million d'emplois qui seront transférés du public vers le privé.

La banque nationalisée RBS a réservé 1,3 milliard d'euros de bonus pour ses hauts dirigeants et Bob Diamond, directeur de la banque Barclay, a déclaré que le «temps des remords et des excuses» était terminé.

Confrontés au Syndicat national des étudiants (NUS) qui patauge péniblement dans la mobilisation, les étudiants ont commencé à construire leur propre mouvement. Les assemblées d'étudiants ont impulsé la campagne malgré les tergiversations de la direction du NUS. Elles pourraient devenir le noyau d'un nouveau mouvement étudiant, indépendant, auto-organisé et responsable. La campagne va se focaliser sur le refus de la mise en œuvre des mesures gouvernementales en demandant aux universités de ne pas appliquer l'augmentation des frais d'inscription ni les réductions de personnel et de services.

Le mouvement étudiant a forcé les dirigeants nationaux des syndicats à commencer à se mobiliser en défense des services publics et des emplois. Toute l'énergie de la gauche et des militants syndicaux est maintenant consacrée à la réussite de la manifestation appelée par la confédération syndicale (TUC) le 26 mars. Mais cette manifestation ne doit être qu'un lever de rideau d'une lutte longue et difficile pour défendre l'acquis le plus important du mouvement ouvrier depuis 1945, c'est-à-dire «l'État providence» avec en particulier le Service national de santé.

Fred Leplat

Traduction Jacques Radcliff

en bref...

Grèce: en grève de la faim pour des papiers.

300 immigrés sont en grève de la faim depuis une semaine à Athènes et à Salonique. Comme ils le disent dans leur appel (voir le site *Europe solidaire sans frontières*, rubrique migrants, réfugiés), ils n'avaient plus d'autre moyen pour faire entendre leur voix. Pour la plupart installés en Grèce depuis plusieurs années, après avoir dû quitter leur pays pour cause de guerre ou de misère, ils ne supportent plus d'être surexploités sans pouvoir défendre leurs droits car sans papiers. D'où leur décision d'une grève de la faim à l'échelon national pour se rendre visibles. Cette visibilité a déclenché une violente campagne politico-médiatique, du Pasok aux fascistes en passant par la droite et les prises de positions de journalistes et même d'animateurs radio incultes.

Tout ce beau monde a aussitôt dénoncé l'installation des grévistes dans des locaux de la fac de droit (remettant une nouvelle fois en cause le droit d'asile universitaire) et accusé de manipulation la gauche radicale et anticapitaliste qui ose soutenir leur lutte. En revanche, sur les revendications des 300 immigrés comme sur celles des Afghans qui campent dans le centre d'Athènes, refus du gouvernement! Le mouvement continue, dans un autre local à Athènes, et à l'Union locale syndicale à Salonique. Ce combat est difficile, il a besoin du soutien le plus large!

Espagne: les directions syndicales à la rescousse du gouvernement. Le gouvernement espagnol a décidé de proposer au Parlement de

faire passer l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans à 67 ans, avec une transition entre 2013 et 2027. Une possibilité de partir à 65 ans est préservée mais avec une durée nécessaire de cotisation portée de 35 à 38,5 ans. Les pensions seront baissées par un calcul sur la base des 25 dernières années au lieu de 15. Après une négociation d'un an, cette décision a été approuvée par les deux principales centrales syndicales (CCOO et UGT) qui avaient pourtant menacé d'appeler à une nouvelle grève générale après celle réussie du 29 septembre. Acceptant l'argument de la «pression des marchés», elles viennent ainsi à la rescousse du gouvernement socialiste de José Luis Zapatero, mis à mal par les mesures d'austérité qu'il impose à la population. Cette signature des directions syndicales, sans

consultation de leur base, est une véritable trahison qui risque de peser lourd en termes de mobilisation et ouvre la voie à de nouvelles attaques.

L'Espagne s'enfonce dans la crise avec un taux de chômage global officiel de 20% et de 41% pour les moins de 25 ans. Des manifestations et grèves générales, organisées par les syndicats combattifs refusant cet accord, ont eu lieu le 27 janvier en Galice, Euzkadi (syndicats LAB et ELA) et Catalogne. Des oppositions se constituent aussi à l'intérieur des syndicats majoritaires.

Deux jours dans chronique de la délé au cœur de la révolu

DEUX CAMARADES DU NPA, DONT OLIVIER BESANCENOT, SE SONT RENDUS À TUNIS MARDI 25 ET MERCREDI 26 JANVIER. COMPTE-RENDU RAPIDE DE CE VOYAGE.

L'avenue Habib-Bourguiba, artère centrale de Tunis, au cœur de la ville, passerelle entre la station des trains desservant la banlieue Est (Carthage, Sidi Bou Saïd, La Goulette) et la médina (vieille ville). Cette avenue est comparée par les médias locaux aux Champs Élysées, de par la largeur de ses trottoirs et le marbre rose de ses dalles. S'y côtoient plusieurs boutiques, restaurants, cafés, hôtels, centres commerciaux et ministères. C'est là que traditionnellement, on sort en famille, en couple ou entre amis. Pour prendre le pouls et sentir l'ambiance tunisoise, «l'avenue», comme les Tunisiens aiment l'appeler, est le baromètre de la capitale et, par ricochet, de tout le pays. C'est la vitrine de l'ancien régime.

«Le peuple est capable de se prendre en charge»

Ou plutôt, elle en était la vitrine, car si les bâtiments sont toujours là, «l'avenue» n'est plus la même. Des attroupements d'hommes et de femmes partout, tout le long on discute politique. «Le gouvernement c'est le même, on n'arrêtera pas tant que Ghanouchi et le RCD seront debout» crie un homme. En face, un autre lui répond : «Le pays doit recommencer à fon-



Tunis, le 26 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASSIM)

ctionner sinon ce sera la crise économique. Il faut laisser fonctionner le gouvernement provisoire et les élections feront le tri». Une bande d'hommes et de femmes armés de balais et alignés le long de la chaussée nettoient la rue et les trottoirs : «Nous sommes ici pour montrer que la révolution, ce n'est pas le chaos mais au contraire, nous voulons montrer qu'on est tous concernés et que le peuple est capable de se prendre en charge». Cet ensemble



Tunis, le 26 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASSIM)

de balais passant devant les barbelés et les militaires qui entourent l'imposant immeuble marron du ministère de l'Intérieur, fait dire à un passant que le peuple n'arrêtera pas de balayer tant que l'ancien régime sera là.

Quelque chose a changé

L'effervescence qui anime «l'avenue» est tangible partout. L'ambiance est la même à Tunis et en banlieue. Dès l'arrivée à l'aéroport de Tunis, on sent que quelque chose a changé : les flics et les douaniers ne sont plus ces cow-boys qui avaient carte blanche et se croyaient au-dessus de tout. En passant la douane personne ne nous demande rien, les douaniers sont là mais ne viennent pas nous questionner sur les raisons de notre

voyage. Celui ou celle qui n'est jamais venu en Tunisie ne peut pas mesurer le saut de géant que le peuple a réalisé. En nous asseyant dans le café de l'aéroport, nous sentons vite que les tunisienNES ont gagné une des batailles les plus importantes, celle de la liberté d'expression. Tout autour de nous, au milieu de cet aéroport, les paroles sont politiques. On discute gouvernement, révolution, Trabelsi, Ben Ali, armée, RCD... Il y a dix

jours, avant d'évoquer ces sujets, même d'une façon anodine, on regardait autour de soi en prenant soin de vérifier que personne n'entendait. Aujourd'hui, tout le monde parle avec tout le monde, deux personnes qui discutent sont rapidement rejointes par d'autres. On ne demande pas la permission de parler, car la situation actuelle est une affaire collective. Tout le monde donne son avis sans égard au capital social ou politique de chacun, sans regarder l'âge ou le sexe.

Peu de temps après notre arrivée, nous nous sommes dirigés vers la Kasbah où est situé le siège du gouvernement. C'est là que les caravanes parties des différentes régions en lutte ont installé leurs tentes et se sont postées devant les bureaux du Premier ministre. Ils sont venus dans la capitale avec des revendications claires : «Le peuple veut faire tomber ce gouvernement», «RCD, Ghanouchi, dégage», «Personne ne nous volera notre révolution».



Tunis, le 26 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASSIM)

C'est «la flamme de la révolution» comme aime le dire Bechir, un syndicaliste de l'enseignement primaire exclu de la centrale syndicale, il y a un an, pour avoir organisé une grève dans son école. Il est bien vrai que cette révolution est la leur, celle de toutes ces régions en marge d'un modèle de développement tourné vers l'étranger, celle de tout ces jeunes diplômés et chômeurs, celle de ces femmes et hommes qui travaillent pour 50 euros par mois. À la Kasbah, l'ambiance est radicale, ce matin Marzouki du Congrès pour la République (CPR) a été prié fermement de partir, tout comme Hama Hammami, secrétaire général du Parti communistes des ouvriers de Tunisie (PCOT), ou des jeunes islamistes qui tentaient d'improviser des prêches. Ici, nous explique Jalel Zoghalmi, un des porte-parole de la Ligue de la gauche ouvrière (LGO), personne ne peut venir donner des leçons ou parler au nom de ces jeunes. Ils sont là et ils ont gagné leur notoriété sur le terrain.

En faisant le tour de la place, nous voyons partout des cercles de discussion. Notre camarade Olivier Besancenot est interpellé par plusieurs personnes. Certaines le remercient pour son soutien, d'autres lui demandent de parler de ce qui se passe ici, se prennent en photo avec lui ou lui demandent des autographes. Une discussion commence entre Olivier, Mohamed Jmour, porte-parole du Parti du travail patriotique et démocratique tunisien (PTPD), Chawki Salah, porte-parole du Parti socialiste des travailleurs (PST) algérien, Jalel Zoghalmi de la LGO et des passants. Elle porte sur les problèmes sociaux en Tunisie et le modèle capitaliste du régime. La discussion continue dans des vieux cafés des chawachine au cœur de la médina.

«Ça éclate partout»

Un peu plus tard dans la journée, nous prenons le tramway et une vieille dame nous dit, sans préambule et dans un

La révolution

Délégation du NPA

révolution tunisienne

langage sans artifices, «ça éclate partout, en Égypte et même en Israël, il y a des manifestations pour changer de gouvernement». Même chose dans un café de quartier à l'extrémité d'une banlieue populaire de Tunis, la jeune serveuse sort de sous son tablier un tract du PCOT. Elle explique qu'elle ne parle que politique aujourd'hui et qu'elle attend de finir son service pour aller passer la nuit à la Kasbah et être avec la révolution.

Écouter les Tunisiens

La délégation du NPA qui était sur place était invitée par la Ligue de la Gauche ouvrière (LGO) fondée tout récemment par des anciens membres du groupe trostkyste OCR, aujourd'hui disparu. Nous avons passé la nuit à discuter avec les animateurs de la LGO, en compagnie de Chawki du PST algérien. Les discussions étaient exaltantes, on a parlé de pouvoir populaire, de contre-révolution, de comment contrer les forces réactionnaires, de la Constituante, de la bureaucratie syndicale. Les camarades tunisiens nous demandaient notre avis, mais face aux problèmes concrets rencontrés dans la réalité, nos théories révolutionnaires ont besoin d'une mise à jour, et nous avons avant tout besoin d'écouter ce que les Tunisiens ont à nous dire.

La journée du mercredi a commencé avec des rencontres des syndicats dont les sièges nationaux sont situés dans le même immeuble : les PTT (poste, télécommunication, centre d'appel), l'enseignement secondaire et primaire, la santé. Avant notre départ, le syndicat des PTT a demandé à Olivier, en tant que postier français, de faire l'ouverture de leur assemblée générale. La salle lui réserve une ovation, il est interpellé sur le syndicalisme à la poste et sur les problèmes actuels du secteur. Après deux heures de discussion, nous partons en courant direction El Theatro, un espace culturel dirigé par une des figures du théâtre tunisien, Mohamed Jbali, et Zeineb Farhat. On se retrouve dans une salle comble avec des artistes, des intellectuels, des militants des droits de l'homme, des jeunes. On nous parle révolution, lutte des classes, place de la jeunesse et de la culture dans une société moderne... la question de la laïcité est soulevée. Des jeunes veulent organiser un meeting international avec des jeunes du monde entier. L'ambiance est intense, des journalistes télé, radio et presse écrite sont

là. Deux heures plus tard, accompagnés des camarades de la LGO et du PST, une conférence de presse est organisée sur «l'avenue» entre ces trois composantes pour expliquer les motifs de la venue du NPA et pour exprimer la solidarité de notre organisation au peuple en lutte en Tunisie et au Maghreb.

Avant de quitter le centre de Tunis et le temps de faire un dernier saut à la Kasbah, nous rencontrons dans les rues de Tunis des comédiens, des anciens prisonniers politiques, Fahem Boukadous, célèbre journaliste du bassin minier qui a été libéré quelques jours auparavant. Beaucoup demandent à Olivier de participer à des réunions et des rencontres et lui disent qu'il faut continuer de faire pression sur Sarkozy et la gauche socialiste qui a toujours soutenu Ben Ali.

Le rôle des femmes

À 15 heures, nous passons au local de l'ATFD et l'AFTURD, deux associations féministes tunisiennes en lutte depuis plus de quinze ans contre le régime et sa politique à l'encontre des femmes. La salle est pleine de militantes féministes de tous âges. On parle de la Marche des femmes pour l'égalité programmée pour le week-end, de la place des féministes dans le mouvement et de leur rôle à la Kasbah,

de l'islamisme... Les discussions sont animées, et les participantEs ne ménageaient pas leurs critiques envers le gouvernement.

Avant de monter dans l'avion, nous allons discuter avec Hamma Hammami à sa sortie de la réunion organisée par l'UGTT avec les partis politiques. Le porte-parole du PCOT nous explique la demande qu'ils viennent de faire au nom du Front du 14 janvier pour la création d'un «Congrès pour la préservation de la révolution» qui se chargerait de former un gouvernement et une Constituante. À ce moment-là, cette proposition était presque réalisable et même très envisageable. Malheureusement le lendemain, le secrétariat administratif de l'UGTT en décidait autrement et donnait carte blanche au nouveau gouvernement.

Même si, au moment où cet article est



Tunis, le 26 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASSIM)

écrit, le gouvernement est encore en place, d'après ce que nous avons pu voir et entendre, personne ne peut voler cette révolution à cette jeunesse, à ce peuple, ni aux militants syndicaux et associatifs qui sont toujours et encore dans la rue. Pendant les jours et mois à venir, ils seront le souffle de la révolution.

Wassim Azreg

Sur la gauche tunisienne, voir www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1029 et notamment la plateforme du Front du 14 janvier www.europe-solidaire.org/spip.php?article19928



Tunis, le 26 janvier. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASSIM)



www.revuesilence.net/

La revue *Silence* est publiée depuis 1982 et se veut un lien entre toutes celles et ceux qui pensent qu'aujourd'hui il est possible de vivre autrement sans accepter ce que les médias et le pouvoir nous présentent comme une fatalité.

Silence est gérée par une association indépendante de tout autre mouvement dont le pari est de proposer une vision globale sur des thématiques aussi diverses que l'écologie ou la non-violence. Sur le site de la revue vous trouverez une multitude de liens concernant ces sujets.

L'essai

TOUS DANS LA RUE.
Le mouvement social de l'automne 2010
PRÉFACE DE GÉRARD MORDILLAT
Éditions Seuil
180 pages
12 euros



Exercices à chaud, les textes rassemblés dans ce livre collectif fournissent, de manière inégale, une série de pistes utiles. La mobilisation se caractérise d'abord, selon notre camarade Lilian Mathieu, par « la défatalisation de la destruction du système social », amorcée en 1995. Les effets de la précarisation contemporaine du travail sur l'action collective auraient aussi joué, selon lui, dans le sens d'« un déplacement tactique sur la manifestation » comme sur des actions de blocage. Emmanuel Renault comme Pierre Dardot et Christian Laval soulignent le succès du slogan « Je lutte des classes », associant de manière nouvelle combat collectif et individualités.

L'issue n'apparaît alors pas tout à fait comme un échec. Dardot et Laval vont jusqu'à parler d'un mouvement « seulement suspendu » : « On se tromperait à ne voir dans la multiplicité des actions qui ont été menées à l'automne 2010 qu'une forme inaccomplie et inaboutie de la grève générale reconductible [...] Ce qui fait de plus en plus son chemin, c'est précisément l'idée qu'on peut parvenir à tout bloquer sans avoir à déclencher une grève générale ». Et l'avenir ? Renault pointe « un déficit d'ordre stratégique » dans l'altermondialisme et les gauches radicales quant à la construction d'une société post-capitaliste : « on n'a pas de scénario clair pour savoir quelles seraient les alliances, les étapes et les institutions qui permettraient ces transformations ». Christophe Aguiton nous oriente sur l'écart entre « la montée d'une opinion antigouvernementale » et « la faiblesse de l'organisation ». Ce qui débouche sur un appel à « travailler sur les liens intergénérationnels, les liens intersectoriels, en l'absence d'organisation ou avec des organisations existant en pointillé ».

Des hypothèses à faire mijoter dans les marmites du mouvement social.

Philippe Corcuff

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



MUSIQUE L'AN DEMAIN TÊTES RAIDES

Tôt ou tard
Dès le premier morceau, *L'An demain*, la voix de Christian Olivier nous prend aux tripes. Plus loin, le duo avec Jeanne Moreau pour *Emma* est une évidence et tous ceux qui se rappellent *le Tourbillon* en retrouvent avec plaisir le timbre (encore plus rocailleux). Changement d'univers, avec *So Free*, chantée en anglais et en duo avec Martyn Jacques des Tiger Lillies qui donne des fourmis dans les jambes ou encore *J'm'en fous*, impossible à écouter sans danser. Tout aussi rythmée mais dans un style plus ska que rock, *Angata* est également une réussite. Enfin quatre ans après leur dernier disque, le nouvel album ne déçoit pas avec de nouveaux musiciens qui ont su s'intégrer au son Têtes raides tout en le faisant évoluer. Dès le début février, le groupe commence une tournée en province avant quelques dates au Bataclan à Paris.

Dominique Angelini



MUSIQUE THE SOUL SIDE OF THE STREET HOT PHOENIX SOUL SIDES FROM THE VAULTS OF HADLEY MURRELL

Grounded Music
Hadley Murrell n'est pas le plus connu des producteurs de black music, mais son œuvre et son apport méritent une seconde chance. Comme beaucoup de ses confrères, il a commencé par faire le DJ à la radio, ce qui a nourri son envie de publier ses propres galettes à une époque où l'industrie du disque, surtout pour la musique noire, gardait un petit côté far-west. En pleine explosion de la soul de Stax et Motown, vite dévergondée en Funk sous les coups de boutoir de James Brown, il lance donc son propre label, signant des groupes de l'Arizona, portant les doux noms improbables de l'époque : Dumas King, Freddy Love Bobby Soul, The Servicemen, Roy and the Dewdrops ou encore Freddi-Henchi & The Soulsetters. Deux petites particularités, des tonalités souvent presque rock et la présence de nombreux latinos dans ces formations éphémères. Après ses débuts dans la rue et la poussière des 45t anonymes, Hadley Murrell a ensuite égrené les disques d'or chez Atlantic et Columbia.

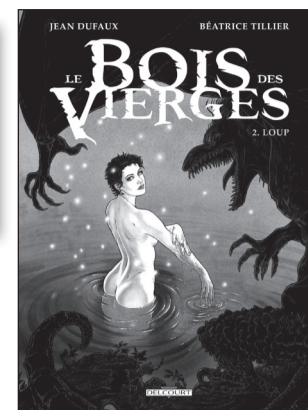
King Martov



THÉÂTRE LA COMÉDIE DES ERREURS

mise en scène de Dan Jemmett
Cette pièce du jeune Shakespeare, rarement montée au théâtre, prouve une fois de plus le génie et la modernité de l'auteur. Dan Jemmett la magnifie superbement par une adaptation tonitruante. La langue est ici légèrement dépoluée, juste ce qu'il faut, pour mieux pénétrer ce texte schizophrène. Le décor contemporain peut au début effrayer, rappelant tous ceux qui font de l'anachronisme entre texte et décor une touche d'originalité trop usitée et rarement réussie. Ici tout colle et les comédiens, tous brillants, se donnent sur scène avec une énergie transcendante. La scène des Bouffes du Nord se prête idéalement à leur jeu par l'absence de séparation entre scène et public. Au fil des bières, que les personnages boivent tout le long de la pièce, les situations explosent et il est impossible de ne pas rire devant cet imbroglio de situations, monté et joué avec tant de talents. Allez-y très vite, le théâtre parisien est rarement si généreux. Jusqu'au 12 février 2011, au Bouffes du Nord, Paris.

Thibault Blondin



BD LE BOIS DES VIERGES, T. 2 JEAN DUFAUX, BÉATRICE TILLIER

Delcourt / 13,95 euros
Ce conte fantastique, dans une atmosphère médiévale, retrace le combat des bêtes et des hommes. L'alliance entre les bêtes de haute et de basse taille, par-delà leurs divisions, leur permet de faire face aux hommes et à leurs terribles technologies. Magie, combats, créatures fantastiques sont au menu de ce deuxième tome qui a les allures d'une véritable chanson de geste médiévale, dans une histoire très originale.

Sylvain Pattieu

EXPO Photos, femmes, féminisme

Pour les 40 ans du MLF, une exposition est organisée à la bibliothèque Marguerite-Durand, à Paris, jusqu'au 13 mars.

À l'occasion des 40 ans du MLF, la bibliothèque Marguerite-Durand a choisi d'exposer une collection de photos de son fonds retraçant l'histoire du féminisme de 1860 à 2010. Lors de la formation annuelle de la région parisienne sur l'oppression des femmes et le féminisme, le NPA est donc parti en visite, saisissant l'occasion. Au fil des salles, les suffragettes, les artistes, les travailleuses sont exposées. La vie de Marguerite Durand, directrice à la fin du XIX^e siècle du journal *La Fronde*, un journal féministe non mixte, est d'abord présentée. On y apprend qu'elle revendique sa féminité pour « enlever aux hommes superficiels cet argument que le féminisme est l'ennemi du goût et de l'esthétique féminine ». Plus loin, ce sont des photos de Nelly Roussel ou Madeleine Pelletier, féministes radicales du XX^e siècle naissant. Déjà, elles dénoncent l'oppression des femmes au sein de la famille, par la sexualité, par la discrimination au travail, et l'associent au capitalisme. Elles sont d'ailleurs les seules à se battre contre la loi de 1920 qui punit sévèrement l'avortement et interdit toute propagande anti-conceptionnelle. Dans la salle exposant le

travail féminin, on croise une photo des midinettes, ouvrières de la couture parisienne, réclamant en 1923 une augmentation de salaire et une prime contre la vie chère. On n'a pas oublié qu'en 1917, la « grève des midinettes » avait déclenché un mouvement qui s'est répandu dans tout le pays et dans tous les secteurs, y compris les industries de guerre. Et puis, ce sont les femmes engagées : on retrouve, pêle-mêle, Alexandra Kollontai, Clara Zetkin, Louise Weiss et Louise Le Bournot (résistante). Une place non négligeable est accordée aux femmes de la Commune. Outre

Louise Michel, ces femmes, caricaturées comme P é t r o - leuses, tentent en vain, d'arrêter les troupes versaillaises lors de la semaine sanglante.

Enfin, la dernière salle reprend les moments fondateurs du mouvement féministe de la deuxième vague. Quelques extraits de films agrémentent la visite avec particulier le célèbre

extrait où Monique Piton, ouvrière de Lip, propose de remplacer « les hommes » par « les blancs » et « les femmes » par « les noirs » pour raconter la grève.

L'exposition, réussie, rend visible des figures féminines de l'histoire, oubliées notamment dans la plupart des manuels scolaires. On peut seulement regretter une certaine forme d'organisation thématique à laquelle on aurait pu préférer des fils mettant en avant les enjeux contemporains tels que « variations sur les normes de genre » car entre les femmes qui adoptent des prénoms masculins ou celles qui choisissent de porter des pantalons, il y a de quoi construire une salle de 1860 à 2010. Enfin, et c'est sans doute le gros point noir de cette exposition : elle se termine par une photo de Ni putes ni soumises sous-entendant qu'elles incarnent le féminisme d'aujourd'hui... Lorsqu'on connaît la trajectoire de Fadela Amara, il est tout à fait permis d'en douter !

Fanny Gallot



Sur les révolutions en Tunisie et en Égypte

Nous publions ici un texte du bureau de la Quatrième Internationale*.

«Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'État, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique. [...] L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.»
Léon Trotsky, préface à l' Histoire de la révolution russe.

La situation, comme dans toute révolution, évolue, d'heure en heure. Telle ou telle appréciation sera sûrement dépassée dans les heures ou les jours qui viennent, mais d'ores et déjà, les peuples tunisien et égyptien sont en train d'écrire les pages des premières révolutions de ce XXI^e siècle. Elles provoquent une onde de choc dans tout le monde arabe, d'Alger à Ramallah, d'Amman à Sanaa au Yémen. Ces révolutions résultent, dans les conditions historiques particulières de ces pays, de la crise qui secoue le système capitaliste mondial. Des «révoltes de la misère» sont combinées à une immense mobilisation pour la démocratie. Les effets de la crise économique mondiale conjugués à l'oppression des dictatures, font de ces pays, dans la conjoncture actuelle des maillons faibles de la domination impérialiste. Elles créent les conditions pour l'ouverture de processus de révolutions démocratiques et sociales.

Manifestations, grèves, assemblées, comités d'autodéfense, mobilisations des syndicats, des associations démocratiques, mobilisation de toutes les classes populaires, «ceux d'en bas» et «ceux du milieu» qui basculent dans l'insurrection, «ceux d'en haut qui ne peuvent plus gouverner comme avant», convergences des partis d'opposition radicale contre le système, ce sont tous les ingrédients de situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire qui sont là, présents, explosifs.

C'est aujourd'hui au tour de l'Égypte de voir des millions de travailleurs, de jeunes, de chômeurs se dresser contre la dictature de Moubarak.

DE LA TUNISIE À L'ÉGYPTÉ, UN MÊME MOUVEMENT DE FOND

En Tunisie, une dictature sanglante a été abattue. Elle a concentré la haine de toute une société, des classes populaires et surtout de la jeunesse.

Il fallait en finir avec l'ordre de Ben Ali, sa répression, sa corruption, son injustice sociale, système soutenu par toutes les puissances impérialistes, la France, les USA, l'Union européenne. C'est ce même mouvement qui submerge aujourd'hui l'Égypte.

Il y a, bien sûr, des différences historiques entre les deux pays. L'Égypte est le pays le plus peuplé du monde arabe. Elle a une place géostratégique décisive au Moyen-Orient. Les structures de l'État, les institutions, l'armée y sont différentes. Mais c'est un même mouvement de fond qui touche les deux pays.

Les masses tunisiennes n'en pouvaient plus, aussi, d'un système économique – «bon élève de l'économie mondiale» selon Strauss-Khan – qui les affamait. L'explosion du prix des produits alimentaires de base, un chômage de près de 30%, des centaines de milliers de jeunes formés, qualifiés, sans emploi ont constitué le terreau d'une révolte sociale qui, en se combinant avec une crise politique, a débouché sur une révolution.

Il y a eu, de 2006 à 2008, une hausse dramatique des prix de tous les produits essentiels, dont le riz, le blé et le maïs. [...].

En même temps, le FMI comme l'OMC exigent la levée de toutes les barrières douanières et l'arrêt de toutes les subventions aux productions vivrières.

La récente hausse spéculative du prix des aliments a, donc, favorisé un processus mondial de création de la famine d'une ampleur sans précédent, qui frappe un ensemble de pays d'Afrique et du monde arabe.

L'Égypte a subi aussi les effets de cette explosion des prix alimentaires. L'économie ne parvient pas à créer assez d'emplois pour subvenir aux besoins des Égyptiens. Les politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 2000 ont provoqué l'explosion des inégalités et un appauvrissement de millions de familles. Malgré une croissance économique de 5%, 25% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Près de 40% des 80 millions d'Égyptiens continuent de vivre avec moins de deux dollars par jour. Et 90% des chômeurs sont des jeunes de moins de 30 ans. L'autre chose remarquable est que la fédération syndicale nationale égyptienne – dirigée par des personnes engagées par le gouvernement – a partiellement lâché le gouvernement pendant les deux semaines suivant l'insurrection tunisienne. Ils voulaient un contrôle des prix, une augmentation des salaires et un système de distribution subsidie pour la nourriture, les gens n'arrivant pas à trouver des produits de base comme le thé ou l'huile. Que les dirigeants du syndicat demandent ça, est sans précédent parce que ces gens ont soutenu le néolibéralisme. Ça, c'est l'impact de la Tunisie.

EN TUNISIE, UN DÉBUT D'AUTO-ORGANISATION

Dans ce pays, cette révolution vient de loin : le mouvement social actuel est l'aboutissement d'un cycle de mobilisations et de mouvements qui puisent leur force dans l'histoire des luttes du peuple tunisien et de ses organisations, en particulier le mouvement étudiant, les multiples associations pour les droits et libertés démocratiques et des syndicats comme nombre de secteurs de l'UGTT. Les luttes de certaines personnalités pour leurs libertés d'expression et de voyage en 1999, les mouvements lycéens, en 2000, les mobilisations contre la guerre en Irak en 2001, la deuxième Intifadha en 2002-2003, les grèves et manifestations de Gafsa en 2008, Ben Guerdane, en juin 2010, et Sidi Bouzid, qui fin 2010 ouvre la voie à la révolution.

C'est un mouvement historique qui a commencé avec cette combinaison de révolte sociale et de renversement d'une dictature mais qui aujourd'hui cherche ses voies pour aller plus loin. C'est une révolution démocratique radicale qui a des exigences sociales anticapitalistes.

Ben Ali a dû s'enfuir, mais l'essentiel de son régime policier est resté en place. La force de la mobilisation a contraint les anciens benalistes à partir progressivement du gouvernement, mais à l'heure où ce texte est écrit, le Premier ministre est toujours le benaliste Ghannouchi.

Et la révolution veut, justement aller plus loin : «RCD dégage!», «Ghannouchi, dégage!», derrière ces revendications, c'est tout le système politique, toutes les institutions, tout l'appareil de répression qu'il faut éradiquer. Il faut en finir avec tout le système Ben Ali, et établir tous les droits et libertés démocratiques : droit d'expression, droit de grève, droit de manifestation, pluralisme des associations, syndicats et partis.

Liquidation de l'institution présidentielle et instauration d'un gouvernement provisoire révolutionnaire! En finir avec la dictature comme avec toutes les opérations qui veulent sauver le pouvoir des classes dominantes exige aujourd'hui l'ouverture d'un processus d'élections libres pour une Assemblée constituante. Pour ne pas être confisqué par un nouveau pouvoir des oligarchies, ce processus doit s'appuyer sur l'organisation de comités, coordinations et conseils populaires qui ont émergé de la révolution.

Dans ce processus, les anticapitalistes défendront les revendications clés d'un programme de rupture avec l'impérialisme et le système capitaliste, la satisfaction des besoins vitaux des classes populaires (le pain, les salaires),

l'emploi (réorganisation de l'économie en fonction des besoins sociaux fondamentaux), les services publics de qualité et gratuits, l'école, la santé, les droits des femmes, une réforme agraire radicale, la socialisation des banques et des secteurs clés de l'économie, l'élargissement des protections sociales (chômage, santé, retraite), l'annulation de la dette et la souveraineté nationale et populaire. Voilà le programme d'un gouvernement démocratique qui serait au service des travailleurs et de la population.

En même temps, que cela soit pour organiser la défense des quartiers, chasser les dirigeants RCD de l'administration ou des grandes entreprises, réorganiser la distribution des produits alimentaires, les salariéEs et les jeunes se dotent de leurs propres assemblées et comités. Les secteurs les plus combatifs et les plus radicaux doivent appuyer, stimuler, organiser et coordonner toutes ces structures d'auto-organisation. Ce sont des points d'appui pour établir un pouvoir démocratique des classes populaires.

DES MILLIONS CONTRE LA DICTATURE EN ÉGYPTÉ

En Égypte, à l'heure où nous écrivons cette déclaration, le pays est en état d'insurrection. Malgré une répression sanglante, les vagues de mobilisation du peuple s'amplifient. Des millions de manifestants sont dans les rues du Caire mais aussi d'Alexandrie, de Suez. Les locaux du parti au pouvoir et les symboles de la dictature sont mis à bas. La haine du système Moubarak, le rejet total de la corruption, l'exigence de la satisfaction des revendications sociales vitales contre la hausse des prix ont créé et stimulé la mobilisation de toutes les classes populaires. Le pouvoir vacille. L'état-major de l'armée appuyée par les USA tente un auto-coup d'État en flanquant Moubarak d'Omar Souleiman, chef des services secrets et pilier du régime actuel. Cette armée est aujourd'hui sous tension. On a vu ces scènes de fraternisation entre le peuple et les soldats. Mais face à la détermination des Égyptiens, la direction de l'armée peut aussi choisir l'affrontement et la répression sanglante. L'exigence de millions et millions d'Égyptiens est nette et claire : il faut en finir avec la dictature. Moubarak doit partir, mais c'est toute la dictature, tout l'appareil de répression qu'il faut abattre, et instaurer un processus démocratique avec tous les droits et libertés fondamentaux. L'appel à une journée de mobilisation le mardi 1^{er} février est la prochaine échéance.

Là aussi, il faut en finir avec une dictature et instaurer un processus démocratique avec tous les droits et libertés démocratiques fondamentaux.

Le mouvement actuel est le plus important depuis les émeutes du pain de 1977, mais là aussi le mouvement vient de loin. Depuis 30 ans, Moubarak maintient un régime dictatorial, emprisonnant et assassinant les opposants, réprimant toute expression indépendante du mouvement social et de l'opposition politique. La mascarade électorale de novembre 2010, entièrement contrôlée par le PND qui en est ressorti avec plus de 80% des sièges, en est le dernier exemple. Les dernières années ont vu le développement d'importants mouvements de grève, notamment autour des ouvriers textiles de El-Mahalla, des grèves générales et manifestations et protestations de diverses catégories sociales, d'importantes mobilisations anti-impérialistes contre l'occupation militaire de l'Irak et de l'Afghanistan en 2004, marquant le désaveu et l'isolement d'un régime soutenu à bout de bras par les USA et l'UE.

L'Égypte est, avec Israël et l'Arabie saoudite, un des trois piliers de la politique impérialiste dans la région. Les USA, Israël



Le Caire, 26 janvier. (AL JEZEERA ENGLISH)



Le Caire, 26 janvier. (AL JEZEERA ENGLISH)



Le Caire, 26 janvier. (AL JEZEERA ENGLISH)

et l'Europe vont s'arc-bouter pour empêcher que l'Égypte échappe à leur sphère d'influence et feront tout pour s'opposer à un développement révolutionnaire de la protestation.

La révolution tunisienne a embrasé la région arabe. C'est aussi pour toute une génération leur première révolution. Tout peut basculer aujourd'hui avec le soulèvement du peuple égyptien. La mobilisation aura sans aucun doute des répercussions dans toute la région, et en premier lieu en encourageant le peuple palestinien, et ce malgré les déclarations honteuses de Mahmoud Abbas.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Il faut aujourd'hui un mur de solidarité autour des processus révolutionnaires qui déferlent sur la Tunisie et l'Égypte, relayés par une solidarité active avec les mobilisations de tout le monde arabe. On ne peut écarter les mauvais coups de l'appareil de répression de Ben Ali, ou les menaces de son ami Khadafi. De même, si le régime décide l'affrontement, l'état-major de l'armée peut déclencher une répression sanglante.

Face à l'approfondissement du processus révolutionnaire, les puissances occidentales comme les classes dominantes peuvent essayer de reprendre la main en brisant cet immense espoir.

Les peuples tunisien et égyptien doivent compter sur l'ensemble du mouvement ouvrier international, sur tout le mouvement altermondialiste. Dans les syndicats, les associations, les partis de gauche, il faut soutenir les luttes de ces peuples et la révolte qui gronde dans la région arabe!

**VIVE LES RÉVOLUTIONS TUNISIENNES ET ÉGYPTIENNES!
SOLIDARITÉ AVEC LES LUTTES POPULAIRES DANS LE MONDE ARABE!**

Le bureau de la IV^e Internationale
Le 30 janvier 2011

* La Quatrième Internationale rassemble, au niveau international, des organisations, des groupes ou des personnalités se réclamant du marxisme révolutionnaire. Des militants et des militantes du NPA, venant de la LCR, se reconnaissent dans ce mouvement, mais le NPA lui-même n'est pas affilié à la Quatrième Internationale ni d'ailleurs à aucun autre regroupement international. (Les intertitres sont de la rédaction.)

États généraux du service public.

Des états généraux du service public ont eu lieu les 29 et 30 janvier à Orly (Val-de-Marne), réunissant des collectifs venus de toute la France. Ils étaient organisés à l'appel du Collectif national soutenu par une quarantaine d'organisations associatives, syndicales et politiques (dont le NPA). Ils ont été préparés par des réunions départementales. Tous les participants ont décrit la détérioration des services publics de proximité constatée dans les communes rurales comme dans les quartiers des grandes villes : classes supprimées, fermetures d'hôpitaux, de bureaux de poste, transports publics abandonnés ou privatisés. Tout cela dans une logique de rentabilité et sous le prétexte de prétendus déficits alors que le gouvernement exonère de cotisations sociales les grosses entreprises. Un « Pacte du service public » a été adopté ainsi que l'engagement à une série d'initiatives et de mobilisation en 2011 en faveur du service public (petite enfance le 11 mars, défense des écoles le 19 mars, des hôpitaux le 2 avril, de l'eau en préparation du Forum mondial de l'eau à Marseille en 2012). Une pétition nationale dont l'objectif est 500 000 signatures va être lancée pour demander au Conseil économique social et environnemental l'ouverture d'un débat national. Le NPA a insisté sur la nécessité de s'appuyer sur les nombreuses luttes existantes dans toute la France pour défendre les services publics, leur donner une perspective nationale et les centraliser. Une manifestation nationale est prévue à l'automne 2011. La prochaine réunion nationale aura lieu le 11 juin à Bagneux. 1. www.solidaires.org/article34950.html

Procès BDS de Perpignan : on a gagné la 1^{re} manche !

En suivant la plaidoirie de M^e Comte, le tribunal de Perpignan a joué la prudence. Ce sera à la Cour de cassation puis éventuellement au Conseil constitutionnel de statuer sur le caractère anticonstitutionnel des plaintes déposées contre les trois militants BDS. Rendez-vous donc le 26 septembre, soit pour entériner l'arrêt des poursuites, soit pour juger sur le fond. Le Crif était aux abonnés absents et la partie civile assez déconfitée. Les quelque 300 personnes venues de toute la France ont accueilli avec satisfaction ce premier recul. Des délégations de Paris, Mulhouse, Toulouse, Albi, Nîmes, Alès, Millau et Montpellier ont fait chaud au cœur des inculpés, ainsi que la mobilisation unitaire des soutiens sur place. Le NPA était très présent et la participation d'Alain Krivine a été soulignée. La presse s'est d'ailleurs fait l'écho de l'ampleur de cette mobilisation ainsi que de la détermination de toutes et tous à poursuivre cette campagne. Bernard, Jeanne et Yasmina pouvaient conclure : « *Le boycott est un acte politique. Nous continuerons tant qu'Israël n'appliquera pas le droit international* ». Le gala de soutien de samedi, avec la présence de Catalans du Sud qui veulent coordonner la campagne BDS, renforce la détermination. Prochains objectifs : l'accueil de la caravane du bateau pour Gaza et le renforcement de la lutte contre Agrexco qui symbolise les trois aspects de la campagne BDS : boycott, désinvestissement et sanctions pour en finir avec l'impunité d'Israël.

Victoire aux Archives nationales

Vendredi 28 janvier, les personnels des Archives nationales ont cessé l'occupation de l'Hôtel de Soubise (site principal des Archives), après 134 nuits ! Et cette fois, la décision est la conséquence de leur victoire contre le ministère de la Culture qui a accédé à leurs revendications. Par courrier du 27 janvier, le directeur de cabinet du ministre de la Culture s'est en effet engagé à garantir le maintien du fonds du Minutier central des notaires de Paris sur le site parisien des Archives nationales, des fonds antérieurs à 1790 sur le site de Paris, la réalisation de travaux de mise aux normes des magasins ainsi que l'amélioration des conditions de leur conservation, le maintien dans le quadrilatère, notamment dans l'Hôtel de Soubise, du cœur des activités scientifiques, culturelles, éducatives et muséographiques des Archives nationales. En conséquence, la Maison de l'Histoire de Sarkozy ne pourra être créée sur le site des Archives nationales. Mais les personnels ne s'arrêtent pas là et appellent tous les agents du ministère de la Culture à se mobiliser contre ce projet et les organisations syndicales à prendre une initiative unitaire dans ce sens. (Lire *Tout est à nous ! la Revue* n° 18 de février.)

Hommage

Nous saluons la mémoire de notre camarade « Fred » Bourgain, décédé le 29 janvier à l'âge de 95 ans. Malgré son grand âge et ses problèmes de santé, il avait manifesté sa volonté d'adhérer au NPA dès le printemps 2009 après sa création et son implantation dans le Loir-et-Cher, auprès du comité de la Vallée du Cher 41. Cette volonté s'inscrivait dans le prolongement d'une vie active riche en actions militantes et en échanges humains solidaires. Nous adressons toutes nos condoléances à sa fille Claire Bourgain, elle aussi membre du NPA. Fraternellement. **Les camarades du comité NPA - Vallée du Cher 41 et du NPA 41.**

Leroy-Somer : une grève offensive



Angoulême, 20 janvier. (DR)

Les travailleurs de la fonderie de Leroy-Somer, à Angoulême (Charente), ont fait grève et bloqué totalement leur usine du 16 au 21 janvier.

Les 120 grévistes ont tenu des piquets de grève, jour et nuit. Ils réclamaient une prime de poste de 70 centimes de l'heure, qui existe dans les autres départements de Leroy-Somer, mais pas à la fonderie où les conditions de travail sont particulièrement dures.

C'était encore trop pour la direction qui après menaces et pressions de toute sorte, a été contrainte de lâcher un peu. Les travailleurs ont donc accepté la levée des piquets... tout en restant en grève devant la porte principale fermée !

Finalement, la direction a concédé une prime de poste de 30 centimes de l'heure, qui s'ajoute aux 15 centimes de prime

horaire. La retenue des jours de grève sera étalée sur deux mois au moins. Et il ne pourra y avoir aucune sanction pour fait de grève.

Les grévistes ont accepté ce protocole de fin de grève en AG et le travail a « repris » à 14 heures vendredi 21, sans que les fours soient remis en marche. La production est donc restée nulle jusqu'au dimanche soir suivant...

Même si les revendications n'ont pas été satisfaites à la hauteur de ce que demandaient les travailleurs, cette grève est ressentie comme un sacré succès.

C'est la première fois depuis longtemps que la boîte est totalement bloquée par des travailleurs, quasi unanimes pour se battre. Ils ont tenu nuit et jour les piquets de grève, dans l'unité et la plus grande démocratie. Toutes les décisions ont été prises et

votées par l'AG de plus de 100 grévistes. C'est aussi une des premières fois que la direction a dû céder sur les salaires, face à des ouvriers déterminés.

L'AG du 21 janvier a tiré un bilan positif du mouvement : unité, détermination, aucune défection de grévistes et sentiment très fort d'être un groupe face au patron. La délégation mandatée pour négocier a été chaleureusement applaudie et remerciée pour le travail militant effectué (avant et pendant) pour que la grève ait lieu et se passe bien.

Ce mouvement, qui n'a eu lieu que dans un site de production d'une entreprise qui compte plus de 2500 salariés à Angoulême, peut ouvrir des perspectives pour une lutte plus globale pour les salaires dans les semaines qui viennent.

Correspondant local

Les grévistes sans papiers expulsés de la CNHI

Le 7 octobre 2010, au faite du mouvement contre la réforme des retraites, plusieurs centaines de grévistes sans papiers investissaient un lieu à l'histoire symbolique, marquée par les vicissitudes du siècle passé (voir *Tout est à nous ! La Revue* n° 17) : le Palais de la porte Dorée, abritant depuis 2007 la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI). Dans le cadre de l'Acte II de la grève des sans-papiers, après un été d'une langueur toute bureaucratique, il s'agissait de forcer le gouvernement à respecter ses engagements, matérialisés dans les « accords du 18 juin », eux-mêmes obtenus à la suite de la mémorable occupation des marches de l'opéra Bastille. Au vu de la dureté et de la longueur de la lutte, l'importance de ces accords tenait plus à leur existence même qu'à leur contenu, officiel et officieux. Ils matérialisaient un recul symbolique de l'État raciste.

Le 3 novembre, ces accords ont été confirmés et ajustés, en particulier quant au sort des grévistes. Dès lors, l'occupation s'est trouvée en sursis. Le 30 novembre, la CNHI est fermée au public. Le 10 décembre, un protocole signé avec sa direction mettait fin, de fait, à l'occupation : accès limité de 10 à 19 heures, sans visibilité. Enfin, ce 28 janvier au matin, c'est le lock-out. Les grévistes trouvent portes closes et bien gardées. Quelques bousculades, un court sit-in, les quelques dizaines de sans-papiers restant se dispersent vers 18 heures.

La direction justifie le recours aux képis dans un communiqué tendancieux à l'égard des personnels et insultant pour les grévistes. En substance, la CNHI dit : « les noirs, ils sont sales et bruyants, malpolis et violents ». La préfecture de police quant à elle, se fend d'un communiqué où l'affichage publicitaire le dispute à la provocation et au confusionnisme. Sur la base exclusive de chiffres étalés de manière

sèchement comptable, la préfecture n'évoque même pas son intervention policière, prétendument requise par la direction de la CNHI. Tête haute, mains propres, elle se fait cynique et probe arbitre d'un conflit dont elle est tout sauf un spectateur. En substance, la préfecture dit : « nous, on fait le boulot, dans la rue et derrière le guichet, c'est pas nous les méchants, les dossiers avancent ». Cette occupation, lancée sous la contrainte de la base alors que le mouvement se mourait au sortir de l'été, a reçu un accueil excellent tant des personnels et syndicats que du public. Mais son organisation et son résultat révèlent, une fois encore, les limites d'un mouvement pourtant historique. L'intransigeance exceptionnelle de l'État n'explique pas tout.

Aujourd'hui, les « accords du 18 juin » confirment le 3 novembre ne sont toujours pas suivis d'effet. Ainsi la cascade infernale : 6800 cartes de grévistes, 4000 dossiers déposés,

900 récépissés délivrés sans aucune homogénéité préfectorale, moins d'une centaine de régularisations effectives. Le mouvement doit forcer l'État à tenir parole.

Sylvain, Paris 20°



Les sans-papiers occupaient la Cité nationale de l'histoire de l'immigration depuis le 7 octobre. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB)

Pays basque : répression, toujours répression !

Prolongement de la stratégie entamée par la gauche abertzale : ancrage dans un processus démocratique et mobilisation de la communauté internationale

Le 10 janvier 2011, ETA déclare un cessez-le-feu « permanent, général et vérifiable ». Cette déclaration complète la stratégie entamée par la gauche abertzale (radicale) depuis plus d'un an, dont l'objectif est de sortir de l'isolement politique causé par l'illégalité du parti, la répression et les interdictions systématiques, emprisonnement de responsables, privation de liberté d'expression, d'organisation, de manifestation, d'élections...

Pour y parvenir, Batasuna a mené des débats internes l'amenant à envisager uniquement des moyens démocratiques et pacifiques pour résoudre les questions politiques. Il lui fallait aussi « rebattre » les cartes politiques par de nouveaux rapprochements : l'accord stratégique, début 2010, avec le parti Eusko Alkartasuna (EA) et depuis le début de l'année, le rapprochement avec Aralar via le mouvement Adierazi Euskal Herria (EH) (« Faire entendre le Pays basque ») en sont des exemples. Parallèlement, les deux syndicats abertzales, ELA et LAB, sont entrés dans une dynamique de travail en commun tant dans le domaine syndical que dans

d'autres aspects sociaux et politiques, ce qui a rendu possibles des mobilisations très importantes de la société civile. Encore une fois, les forces indépendantistes montrent que la lutte pour la libération nationale est indissociable de la lutte sociale.

La tentative d'imposer un nouveau rapport de forces aux gouvernements français et espagnol passe aussi par la sollicitation de la communauté internationale. C'est ainsi qu'un groupe de députés européens approuvant le processus de paix a été créé. La déclaration de Bruxelles du 29 mars 2010 - rédigée par l'avocat sud-africain Brian Currin et signée par une vingtaine de personnalités internationales dont John Hume, ancien Premier ministre irlandais et Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande ainsi que par quatre prix Nobel de la Paix -, appelait ETA à un cessez-le-feu et le gouvernement espagnol à y répondre « de manière appropriée », en respectant tous les droits humains, civils et politiques. Ceci dans le respect des principes Mitchell, couplant, comme ce fut le cas en Irlande du Nord, la problématique du désarmement à celle des négociations.

Les réponses des gouvernements espagnol et français : répression, arrogance et dénis de droit

Face à ces avancées significatives et à la mobilisation forte de la société basque qui ne fléchit pas, les gouvernements français et espagnol brillent par leur arrogance et montrent leur inflexibilité : interdictions, arrestations, tortures, emprisonnements s'intensifient et sont justifiées par la prétendue « lutte antiterroriste ». Une semaine après la déclaration de cessez-le-feu, treize personnes sont arrêtées en Navarre, en Gipuzkoa et à Bayonne et plusieurs ont subi tortures et humiliations.

63 plaintes pour tortures ont été déposées en 2010 par des militants basques. Cela ne se dément pas : la violence d'État et de son appareil policier ne faiblissent pas en temps de trêve. Et même au contraire... Que faut-il pour que cela cesse ?

L'État français n'est pas en reste : l'affaire Aurore Martin

En décembre 2010, la justice française prend la décision, inédite, de remettre Aurore Martin, citoyenne française et militante de Batasuna, aux autorités espagnoles pour avoir participé à

des activités politiques de l'autre côté des Pyrénées. Ce précédent inquiétant d'utilisation du mandat d'arrêt européen, traduit la volonté de criminaliser l'action politique et d'instrumentaliser la justice, alors que Batasuna, parti légal en France, affirme avec force et sans ambiguïté sa volonté de participer à un processus démocratique.

C'est inacceptable et de nombreux comités de soutien, des élus de toutes tendances et un large spectre d'organisations politiques, ont exprimé leur indignation à la suite de cette décision de justice.

Condamnant ces tortures et pressions, le NPA affirme son soutien total au processus démocratique entamé par les forces politiques basques pour la résolution de ce conflit politique et exige du gouvernement français qu'il arrête les poursuites à l'encontre d'Aurore Martin.

Il est temps que les gouvernements espagnol et français arrêtent toute violence et entament le processus de négociation avec les forces politiques et sociales basques !

Maité VB. et Clément N.

1. Principes de non-violence que toutes les parties en présence en Irlande du Nord devaient respecter.

en brèves...

Eurand : une fermeture douloureuse

Les salariéEs du groupe pharmaceutique Eurand à Nogent-sur-Oise poursuivent leur lutte contre leurs patrons licenciés (lire *Tout est à nous!* n° 86). Bien que résignés à voir fermer leur usine, les 28 salariéEs ont l'intention de monnayer cher leur départ. Le 26 janvier, ils/elles ont ainsi obtenu une partie de leurs revendications, après plusieurs jours de grève : huit mois de salaire et 500 euros par année d'ancienneté pour chacunE. Ils/elles exigent à présent une prime individuelle de 10 000 euros, en réponse au refus de la

direction de verser la prime de « bonne fin » équivalente à un mois de salaire et versée sous conditions de tenir le planning de commandes à la fin mars.

Ce résultat est à mettre en regard du manque d'habitude des salariéEs d'Eurand de lutter. Il y a encore quelques mois, la plupart d'entre eux/elles n'étaient pas syndiquéEs et n'envisageaient pas une journée de grève. Et pourtant, au fil des mois, ils/elles ont menacé la direction de débrayage, appelé au soutien des organisations politiques et syndicales, des élus locaux, se sont syndiquéEs, évité le piège

de la division, pour finalement voter la grève le 24 janvier. Le 26 janvier, la direction céda. Reste que la France risque encore de perdre une activité industrielle pourtant rentable. Nogent-sur-Oise est la seule ville française où Eurand est implanté et ses bénéficiaires ont explosé en 2009. L'activité du site doit prendre fin le 31 mars. D'ici-là, si l'usine ne peut être sauvée, les salariéEs feront en sorte que cette fermeture soit la plus douloureuse possible pour le groupe.

Gilles Pagaille

courrier redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Enfumage fiscal. Y. L. S. (Haute-Loire) :

En deux jours, le *Nouvel Observateur* et *Libération* rendent compte du livre *Pour une révolution fiscale* de Landais, Piketty, Saez. Hormis un tableau où le montant de la TVA est porté, cette taxe n'est pas étudiée. Son poids inégalitaire au regard des revenus n'est pas relevé et aucune proposition dans la révolution promise.

Rien d'étonnant quand on sait que l'objectif est de fusionner IR et CSG (celle-ci a été, à sa création et depuis, critiquée par les syndicats). D'autre part, quand est titré « À quoi servent les impôts? », très peu d'explications. Rien sur le budget et ses faveurs aux riches, aux entreprises : pour les premiers, le bouclier fiscal, pour les secondes, l'abandon de la taxe professionnelle.

Rien sur le prélèvement libérateur, rien sur la Sécurité sociale démantelée. Remarque : l'impôt sur les sociétés est classé comme impôt sur le capital, alors qu'il s'agit d'un impôt sur les bénéfices, issu du bilan de l'entreprise[...]. La Commission européenne est compétente pour les taux de TVA, mais les États gardent la responsabilité des impôts sur le revenu et sur le capital.

On a vu qu'avec le passage à droite d'une majorité parlementaire, la politique fiscale et donc les aspects économiques sociaux deviennent antisociété : le bouclier fiscal en est l'emblème, l'extension des exemptions de cotisation pour les entreprises accélère la mise à bas de la santé.

La TVA, payée par tous, est indolore et plus

facilement supportée par ceux qui gagnent bien. Que les partis de « gauche » se taisent là-dessus est un ralliement de fait à la conception de la commission européenne et à l'action des gouvernements de droite.

Ces campagnes de socialistes libéraux de gauche sont floues et incomplètes. Révolution fiscale ? Non rapiéçage.

Réformisme ? J.-Ph. D (Paris 20^e) : Étonnante livraison que ces deux tiers de page du numéro 87 (27 janvier) intitulés *Marxisme et réformisme*. D'abord une très longue citation d'un très vieux texte de Lénine, ensuite une extrapolation contemporaine... qui n'a rien à voir. S'appuyant sur Lénine en 1913, l'auteur tente d'expliquer que le Parti socialiste de 2011 serait réformiste et que ce n'est pas bien. Rappelons donc brièvement ce qui suit. 1) Le réformisme avec lequel polémiquait Lénine était celui des partis, courants du mouvement ouvrier qui prétendaient aller au socialisme par la voie de réformes graduelles, sans affrontement révolutionnaire avec la bourgeoisie et son État. 2) Il y a dans le NPA un consensus large pour dire que le PS a rompu avec ce vieux réformisme, est devenu un parti « réformiste sans réformes » et même « social-libéral », le PS rallié corps et âme au capitalisme néolibéral ne se différenciant de la droite que par sa prétention (souvent non vérifiée) à l'assortir de quelques mesures « sociales ». 3) Cela veut-il dire qu'aujourd'hui en France tout réformisme a disparu ? Nullement, et dans le cadre de ses mutations il a même certaines expressions

politiques : en particulier du côté du PG et de sa « révolution par les urnes » (ou « citoyenne »), ainsi que, toujours, de ce qui reste du PCF. Nul doute que *Tout est à nous!* va s'employer à expliquer et critiquer ce réformisme concret et réel...

Ben Sozy notre ennemi. R. (78) : Tu as poussé jusqu'au bout ton ouverture en tentant de sauver un dictateur de l'Internationale socialiste, déchu par le peuple tunisien, aujourd'hui devenu inutile et méprisable. Et quel dictateur, une main de fer, de feu et de sang, loué par les économistes, un exemple pour le FMI, tout pour les miens, la répression pour le peuple. Un exemple dont on rêve dans le 92, la Défense à mon fils, le social et le service public démantelés pour mon frère et mes amis, la répression pour le 93, les policiers provocateurs protégés, la justice à mes ordres, les immigrés et les Roms en épouvantails, le référendum sur l'Europe balayé. Quelle perte inestimable pour ton projet de marché méditerranéen, sans compter le risque de contagion, tes amis dictateurs pourraient en faire les frais, ne t'avise pas de les aider, ton image est déjà entachée. Ben Ali est tombé, tu tomberas aussi avec ton Union Mafieuse des Profiteurs. Quel projet d'avenir tu as fait miroiter pour être élu, « devenir riche », mais tu as occulté qu'il faut beaucoup de pauvres pour faire peu de riches. Ben Sozy notre ennemi, ton système pourri nous livre en pâture aux requins de la finance, nous le jetterons aux orties, notre monde est solidaire.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
| | | | | | | | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
| | | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB
| | | | |

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

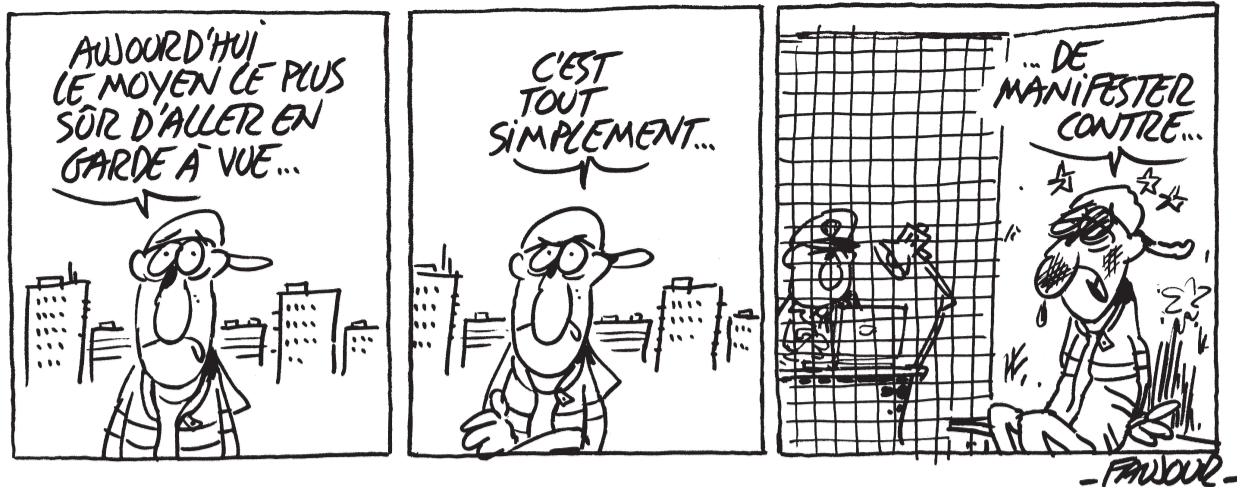
- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois
20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois
38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an
76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

20%

C'est le taux de progression du chômage de longue durée (plus d'un an) en France en 2010. Nombre d'entre eux n'ont plus droit à l'assurance chômage et sont tombés dans la pauvreté. Le nombre de chômeurs officiels, en comptant ceux qui ont une activité réduite, a franchi la barre des 4 millions. Les patrons, qui ont applaudi à l'élévation de l'âge de départ à la retraite, refusent toujours d'embaucher les séniors : le nombre de chômeurs de plus de 50 ans a augmenté de 16 % en un an. Mais rassurons-nous, en janvier 2010, Sarkozy avait annoncé à la télévision, un recul du chômage « dans les semaines et mois qui viennent »...

Turquie : solidarité avec Pinar Selek.

Pinar Selek, écrivaine et sociologue turque, résidant actuellement en Allemagne, doit passer de nouveau en jugement le 9 février à Istanbul, faussement accusée d'avoir fait exploser une bombe en 1998. Cette année, après une explosion sur un marché, Pinar est dénoncée comme complice par un suspect torturé qui s'est ensuite rétracté. Comme sociologue de terrain, elle avait rencontré en 1998 des militants kurdes. Arrêtée, elle est durement torturée puis mise en détention préventive pendant deux ans et demi. Elle est finalement acquittée deux fois, en 2006 puis en 2007, après une intense campagne menée avec le soutien de plus de 2 000 intellectuels. Mais le procureur a fait appel et elle est convoquée de nouveau par les juges, encourant 36 ans de prison pour un crime qu'elle n'a pas commis. Pinar est une militante féministe, pacifiste et humaniste, engagée dans la défense des minorités kurdes et arméniennes. Soutenu par la Marche mondiale des femmes, un rassemblement aura lieu pour Pinar (voir agenda page 2).

Préférence nationale. Depuis 2008, tout élève de terminale doit obligatoirement s'inscrire par internet sur Admission post-bac (APB) en vue de son orientation. Dans un lycée de Seine-Saint-

Denis, d'aucuns ont eu la désagréable surprise de se voir refuser certains choix. Des élèves d'origine étrangère (dont européenne) ont voulu s'inscrire dans une formation par apprentissage en IUT, l'application leur a envoyé ceci : « *Seuls les élèves de nationalité française peuvent s'inscrire* ». Et impossible de poursuivre ! Ce blocage émane du ministère, le choix de réserver la filière à des élèves de nationalité française a pour but « *de lutter contre le travail des sans-papiers* ». Mais comment APB connaît-il la nationalité des élèves ? Ce logiciel utilise l'Identifiant national élève-étudiant (INE), le répertoire national des élèves de l'ensemble du système éducatif, de la maternelle à l'enseignement supérieur national, et dont les données sont conservées 35 ans. Outre le fait que cette discrimination est illégale, le ministère ne communique pas sur cette pratique ni sur son amalgame ignoble : étrangers = sans-papiers !

Plan sciences à l'école : nouvelle arnaque ! Luc Chatel constate le déficit d'élèves et le recul des formations scientifiques en France (hors classes préparatoires, qui au contraire exacerbent les inégalités en sélectionnant les élèves principalement issus des couches favorisées). Il faut donc plus

« *d'expérimentation, d'investigation, de transversalité...* » Pourquoi alors avoir supprimé des heures de sciences physiques, de sciences de la vie et de la Terre (SVT), de maths, avec la réforme du lycée, pourquoi supprimer des options en sciences et technologies industrielles (STI) ? Que nenni ! Il propose tout simplement de « fusionner » la physique, la SVT avec la technologie. Du jour au lendemain, les enseignants doivent être capables de faire trois matières ! Et même quatre car cette annonce sert à masquer que les enseignants de matières technologiques qui sont touchés par la réforme des lycées technologiques en STI (génie civil, génie thermique, génie mécanique option construction, productique et maintenance, microtechnique, mécanique automatique, génie électrique option électronique et électrotechnique) vont voir leur poste supprimé et pourront alors être mutés en collège pour servir de « bouche trou » dans ces trois matières. Le tout sans formation, et si les enseignants refusent, ils pourront être licenciés grâce à la nouvelle loi sur la « mobilité » dans la fonction publique !

Suppression des allocations familiales.

Le gouvernement a publié le 21 janvier le décret suspendant ou supprimant le versement des

allocations familiales aux familles en cas d'absentéisme scolaire des enfants. L'inspecteur d'académie, informé par le directeur d'établissement, aura « l'obligation » de déclencher automatiquement cette mesure. Pouvaient-on imaginer une loi plus bête et rétrograde ? Ainsi, si un enfant d'une famille pauvre fait l'école buissonnière (quatre demi-journées dans le mois), toute la famille, frères et sœurs compris, aura pour punition la tête plongée encore plus dans la pauvreté. Cette aggravation de la situation pour la famille aura probablement un effet négatif sur le retour de l'enfant à l'école. Il n'y aura aucune réflexion pour comprendre pourquoi l'enfant a déserté l'école (problèmes familiaux, classes surchargées, violences, disparition des services publics). L'important n'est pas là, il faut stigmatiser les plus pauvres et démontrer, libéralisme oblige, que l'État n'a aucune responsabilité dans la situation précaire que subissent les familles les plus pauvres au niveau de l'emploi, du logement, de la santé et de l'école. Tout cela venant du même gouvernement qui empêche la scolarisation des enfants des gens du voyage et expulse les parents sans papiers avec leurs enfants scolarisés.

Mariage homosexuel.

Le Conseil constitutionnel vient de déclarer conforme à la Constitution les textes législatifs qui excluent implicitement du mariage les couples de même sexe. Deux lesbiennes, vivant en couple depuis quatorze ans, avec quatre enfants, avaient saisi le Conseil à l'occasion du procès d'invalidation de leur mariage. Leur principale motivation était la sécurité de leurs enfants qu'elles élèvent ensemble et particulièrement la responsabilité de leur garde en cas de disparition de celle qui en a la garde juridique. Le Conseil valide donc une discrimination qui concerne plus de trois millions de gays et lesbiennes élevant des enfants en France. Pourtant rien ne l'y obligeait, l'interdiction n'étant pas explicite dans les textes législatifs. À la suite de cet avis, le député UMP Jean-Marc Nesme s'est réjoui en déclarant que « *la loi n'a pas à ériger en norme le comportement homosexuel* ». Tout est dit par cet homophobe : l'homosexualité est un « comportement » qui est « anormal ». La bataille contre la discrimination au mariage doit continuer et elle gagnera. Dans un grand nombre de pays européens, le mariage homosexuel est autorisé.

CAMP DE ROMS Misère ordinaire



Bobigny, le 24 janvier. Un campement de Roms est installé depuis plusieurs années sur un terrain appartenant à Réseaux ferrés de France, faisant presque partie du paysage. À la merci des incendies et de la violence, les occupants du camp vivent constamment dans la peur. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

“ NO COMMENT ”

Je trouve choquant que quelqu'un qui a la double nationalité puisse être candidat à l'élection présidentielle.

MARINE LE PEN,
À PROPOS D'ÉVA JOLY

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®